

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 555

Nov.-Déc. 2024 / Janv. 2025

61^e année - 1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Martinique: Lutte contre la vie chère
- Espagne. Le capitalisme est seul responsable des inondations catastrophiques au Levant
- Moyen-Orient : Israël, bras armé de l'impérialisme américain
- L'élection de Trump et la classe ouvrière américaine
- Canada. Le premier ministre québécois à l'attaque contre les prolétaires immigrés
- Guerre russo-ukrainienne. «Une immense armée de déserteurs»
- Une victoire de la démocratie en Corée du Sud ?

Catastrophe à Mayotte et lutte des classes

5 jours après le passage du cyclone « Chido » sur Mayotte on ignore toujours le nombre même approximatif des victimes de la catastrophe : le préfet a déclaré que les morts se compteraient vraisemblablement par centaines voire « par milliers ». Le bidonville de Kaweni, « le plus grand d'Europe » (sic!) avec ses 20 000 habitants environ, a été anéanti, comme les autres « habitats précaires » de l'île (ou plutôt des îles) (1) où les abris prévus n'ont accueilli que peu de monde. Les dégâts matériels sont immenses au point que les besoins de base de la population en eau, nourriture ou électricité ne sont pas encore assurés au moment où nous écrivons.

Les médias attribuent le plus souvent la catastrophe au réchauffement climatique – façon de dédouaner les autorités de toute responsabilité –, tandis que des politiciens de droite ou d'extrême droite accusent l'immigration clandestine qui serait la cause de la prolifération des bidonvilles – sous-entendu les victimes auraient bien cherché ce qui leur est arrivé...

Si le cyclone a probablement été celui qui a le plus impacté Mayotte depuis

(Suite en page 5)

Les déboires de l'impérialisme français en Afrique

L'impérialisme français a derrière lui une longue et sanglante histoire de guerres coloniales : depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, de l'Indochine à l'Algérie en passant par le Cameroun, elles ont fait des centaines de milliers de victimes.

Après les indépendances les guerres coloniales françaises n'ont plus eues les mêmes ampleurs ; si les « interventions militaires » ont été « limitées », dans le cas du Rwanda elles ont cependant eues pour conséquence de permettre un véritable génocide par rapport auquel même les actuels massacres israéliens pâlissent. Paris avait pris la précaution de faire signer par les dirigeants des nouveaux Etats des accords militaires de défense (la plupart du temps secrets) pour assurer la « sécurité »... de la domination française : il fallait faire en

sorte que la décolonisation ne porte pas atteinte aux intérêts économiques français en utilisant tous les moyens possibles pour ficeler les anciennes colonies. Parmi ces moyens, la force militaire avait une importance particulière, dans le but de parer tant aux menaces de révoltes des populations dans ces années effervescentes contre les dirigeants adoués par Paris que contre toute velléité de ces dirigeants eux-mêmes de s'émanciper de la tutelle française.

Nous n'allons pas refaire l'histoire de ces interventions, parfois limitées à des opérations ponctuelles (comme le renversement de Bokassa en Centrafrique en septembre 1979) parfois prenant la forme de véritables petites guerres impliquant des milliers de soldats

(Suite en page 2)

Syrie Le tyran est parti, l'ordre bourgeois et impérialiste reste

La fuite de Bachar el Assad, réfugié à Moscou avec sa famille, a été saluée dans les principales villes de Syrie par des foules manifestant leur enthousiasme devant la chute de ce sanglant personnage dont le régime est responsable de leurs souffrances et de leur misère.

Les Assad père et fils ont maintenu leur pouvoir soi-disant « progressiste » d'une main de fer sans jamais reculer devant la répression la plus brutale, avant même qu'éclate la guerre civile. Celle-ci a été accompagnée de terribles destructions causées par l'armée et a fait près de 600 000 victimes en 13 ans. Sur une population évaluée à 23 millions de personnes environ, plus de 13 millions ont été contraintes d'abandonner leur habitation pour chercher refuge dans d'autres régions ou à l'étranger – 7 millions, dont 4 millions en Turquie, 1 million au Liban, 1 million en Europe,

etc. –, 100 à 200 000 ont été emprisonnées dans les infâmes geôles du régime où elles étaient victimes de mauvais traitements, tortures, viols et où les exécutions sommaires étaient fréquentes. On comprend la liesse quasi générale, à l'exception des couches privilégiées, devant la chute d'un tel régime...

Sur la vague des « printemps arabes », de grands mouvements avaient éclaté en 2011 pour un « changement démocratique » en Syrie. Mais la contestation pacifique du régime fut violemment réprimée dans le sang par les forces de police et de sécurité (les sinistres Moukhabarats) qui firent plus de 2500 morts en 6 mois. En dépit de la sauvagerie de la répression les autorités syriennes ne parvinrent pas à vaincre une opposition qui avait réagi en donnant

(Suite en page 13)

Les déboires de l'impérialisme français en Afrique

(Suite de la page 1)

comme au Tchad à diverses reprises ou comme plus récemment au Mali en 2013. Elles avaient jusqu'ici permis le maintien de « l'influence française » sur ses anciennes colonies. Mais les choses changent depuis quelques années et la domination française sur son « pré carré » (selon l'expression imagée de l'ancien président socialiste Mitterrand qui fut toujours un ardent défenseur du colonialisme français) est de plus en plus battue en brèche. Rappelons brièvement les dernières interventions.

DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE...

La colonisation de ce pays (baptisé alors « Oubangui-Chari ») fut probablement l'une des plus meurtrières de toutes celles du colonialisme français en Afrique noire. L'indépendance de la « Centrafrique » ne fit pas disparaître la domination française, comme le démontre l'opération militaire dite « Sangaris », la septième depuis l'indépendance. Elle fut décidée par le gouvernement Hollande fin 2013 et approuvée par tous les partis, sous le prétexte de prévenir un génocide. Le parti de Mélenchon expliqua crûment ce qu'il en était vraiment : l'intervention est « *légitime, le gouvernement n'interviendrait pas si nos intérêts nationaux n'étaient pas en jeu* » ! (1). Elle s'inscrivait officiellement dans le cadre d'une opération de l'Union Africaine avec l'aval de l'ONU, mais c'était l'impérialisme français qui en était à l'initiative et qui fournit les troupes combattantes (jusqu'à 2500 soldats). Si quelques pays européens apportèrent une aide logistique et quelques dizaines de soldats, Paris ne réussit pas à entraîner dans l'aventure ses partenaires, bien conscients qu'il s'agissait de défendre les intérêts français. Cette intervention prévue pour être brève (quelques mois), visait à stabiliser le pouvoir à Bangui en arrêtant la guerre civile entre les milices « Seleka » et « anti-Seleka ». Dans les faits les troupes françaises n'empêchèrent pas les massacres, mais permirent de remplacer début 2014 le président Djotodia (fondateur des Seleka) par une femme d'affaires politicienne liée aux intérêts français : elle s'empressa de demander que les troupes françaises restent jusqu'en 2015 (2), date de l'élection présidentielle.

En 2016 celles-ci quittaient enfin le pays (avec des dizaines d'accusations

de viols de fillettes) (3) en laissant la place au contingent africain de « casques bleus » de plus de 15000 soldats. En dépit de leur présence et d'accords de paix signés avec les diverses organisations rebelles, les affrontements plus ou moins violents continuèrent. A partir de 2020 les mercenaires russes du groupe Wagner (maintenant appelé Africa Corps) présents depuis quelque temps en Centrafrique (comme d'ailleurs les mercenaires français du groupe Gallie), furent de plus en plus engagés dans des combats aux côtés des casques bleus rwandais en même temps que croissait l'influence russe au détriment des Français.

En 2021 Paris suspendit finalement son aide budgétaire et mit fin à la coopération militaire avec la Centrafrique ; même si on a assisté récemment à un certain rapprochement, la Centrafrique est devenue le symbole du recul français en Afrique subsaharienne et l'exemple de la pénétration russe dans la région. Ce n'était qu'un début...

...AU SAHEL...

En janvier 2013 Hollande déclenchait une intervention militaire au Mali pour s'opposer aux groupes armés rebelles qui, partis du Nord, s'avançaient vers la capitale Bamako. La propagande du gouvernement français évoquait la prise imminente de la capitale malienne par des terroristes islamistes : cela suffit pour faire admettre par tous les partis politiques le bien-fondé d'une intervention militaire. Celle-ci, dite « opération Serval », fut un succès sur le plan militaire : face aux 2 ou 3000 soldats français environ (le chiffre exact, comme d'habitude, n'est jamais précisé), bien armés, appuyés par des moyens aériens, soutenus par des centaines de soldats tchadiens aguerris (il y a en aura près de 2000) et à l'armée malienne, les quelques centaines de guérilleros rebelles ne faisaient pas le poids.

En juillet 2014, l'opération Serval laissait la place à l'« opération Barkhane » qui s'étendait pratiquement à tout le Sahel en liaison avec des forces armées des pays du « G5 Sahel », l'alliance militaire créée pour combattre les groupes « djihadistes » à l'initiative de la France entre le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Les 4 à 5000 soldats français reçurent à partir de 2018 le soutien de quelques dizaines de militaires de pays européens (Suède, Estonie, Grande Bretagne, Danemark, Tché-

quie), tandis que les Etats Unis fournissaient 50% du renseignement utilisé par les militaires français (4). Les troupes françaises, dont le nombre dépassa les 5000 avaient leur état-major au Tchad tandis que d'autres bases étaient installées au Burkina Faso et au Niger, en plus du Mali.

L'échec de plus en plus apparent des opérations militaires pour « pacifier » ce pays fut à l'origine de divergences croissantes entre la France et le Mali (Bamako voulait ouvrir des négociations avec les rebelles islamistes, ce à quoi s'opposait Paris, et était opposé à un accord avec les Touaregs). Le coup d'Etat qui renversa à l'été 2020 le président malien, très impopulaire pour avoir réprimé dans le sang des manifestations (une vingtaine de morts) et pour sa corruption éhontée, mais fidèle allié de Paris, fit éclater la crise au grand jour.

Nous n'allons pas décrire les péripéties de cette crise ; à l'instigation de la France, la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) imposa de lourdes sanctions économiques et diplomatiques pour contraindre les militaires à céder le pouvoir à des civils. Mais les putschistes, confortés par de grandes manifestations populaires, ne plièrent pas et le bras de fer tourna à leur avantage : au début 2022 Bamako exigea et obtint le départ du Mali des troupes françaises, tandis que les mercenaires russes du groupe Wagner dont Paris ne voulait pas entendre parler, commençaient à arriver.

Paris décida de redéployer les militaires chassés du Mali, dans le Niger voisin, vanté comme un « modèle de démocratie » et de stabilité pro-français. Mais le 26/7/2023 la Garde présidentielle arrêtait le président Mohamed Bazoum. Les militaires français présents à Niamey se préparaient à intervenir, quand le président refusa, espérant que des discussions permettraient de mettre fin en douceur à cette rébellion. A sa surprise et à celle des Français, les chefs de l'armée malienne venus négocier, se rangèrent au contraire du côté des mutins et avalisèrent le coup d'Etat (5).

Le gouvernement français répondit alors par des sanctions économiques comme au Mali, mais en y ajoutant des menaces plus précises d'intervention militaire par la CEDEAO ; les gouvernements du Nigeria, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire se disaient prêts à envoyer des troupes, la France fournissant les moyens de transport. Cependant l'Algérie, frontalière du Niger, les Etats-Unis disposant d'une base militaire sur place, comme l'Union Africaine (ex OUA) y étaient opposés, et finalement l'ultimatum de la CDEAO ne fut pas suivi d'ef-

fet. Après avoir essayé de maintenir ses soldats, la France fut contrainte de les retirer. Les putschistes obligèrent également les Américains à retirer les leurs, bien que Washington se soit démarqué de Paris en refusant de condamner le coup d'Etat. Avec le Burkina Faso où entretemps une mutinerie avait renversé le gouvernement et le Mali, le Niger quittait la CEDEAO et formait en septembre 2023 l'« Alliance des Etats du Sahel » (AES), signant la fin définitive de l'opération Barkhane.

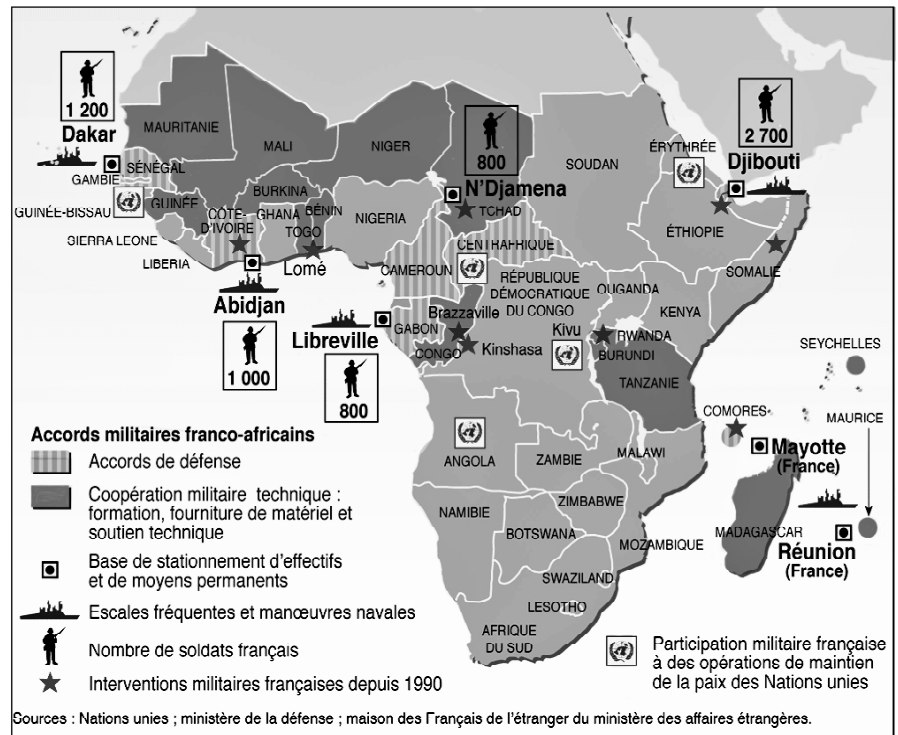
...LA FIN DE LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE EN AFRIQUE ?

A la suite de ces événements le gouvernement français élaborait un projet de « remodelage » de la présence militaire de l'impérialisme français en Afrique. L'« envoyé personnel pour l'Afrique » de Macron, J.M. Bockel, fut chargé de discuter avec les dirigeants africains concernés de ce projet qui consistait à conserver les bases du Tchad, du Sénégal, du Gabon et de Côte d'Ivoire, tout en y réduisant le nombre de soldats. A l'issue de son dernier voyage Bockel affirmait le 25/11/24 qu'« il n'y a pas de demande de départ » des troupes de la part des présidents tchadiens, ivoiriens et gabonais (il n'avait pas rencontré le président sénégalais à cause des élections dans ce pays). Las ! 3 jours plus tard, le président Tchadien à qui Bockel avait début mars assuré « l'admiration » de la France pour son action (marquée par l'assassinat et la répression des opposants...), déclarait qu'il mettait fin aux accords militaires avec la France, et le président sénégalais que la France devait fermer ses bases dans le pays. Puis c'était au tour du président ivoirien Ouattara d'annoncer dans ses vœux le 31 décembre le départ des militaires français avant fin janvier...

A l'heure où nous écrivons il semble qu'il ne resterait plus sur le continent, à côté de la base de Djibouti, dont le cas est particulier (6), que celle du Gabon, où il est prévu que le nombre d'hommes passe de 350 environ à une centaine : au moins pour le moment les militaires qui ont renversé Ali Bongo (le fils du pilier de la Françafrique, ce réseau politico-mafieux chargé de maintenir l'emprise impérialiste, Omar Bongo, à la tête du pays pendant 42 ans) en août 2023, n'ont pas suivi l'exemple de leurs pairs.

Cependant Paris aurait le projet de créer à proximité du Mali une base en Guinée pour ses « forces spéciales » dans le cadre de sa très discrète coopération militaire avec la dictature guinéenne (7)...

Présence de l'impérialisme français en Afrique : interventions militaires, bases permanentes, accords et coopérations militaires



LES RAISONS DE LA DÉBÂCLE

Quoi qu'il en soit, le retrait des troupes est le signe le plus clair de l'affaiblissement de l'impérialisme français dans la région ; il s'explique d'abord par la diminution de ses intérêts économiques. Déjà Sarkozy avait prévu en 2007 un plan de réduction drastique de la présence militaire tricolore : il ne devait plus rester que 4 bases militaires correspondant à 4 « sous-régions » du continent au Sénégal, au Gabon, à Djibouti et à La Réunion, et les accords militaires avec les pays africains devaient être remis en cause. Ce projet n'était pas dû à une soudaine conversion au pacifisme ou au rejet du militarisme, car dans le même temps Sarkozy inaugurait une base militaire française dans le Golfe Persique, à Abou Dhabi. Le gouvernement français d'alors jugeait que les dépenses militaires en Afrique étaient trop grandes et les risques d'être entraînés dans un borborygme trop importants par rapport aux avantages tirés par leur affectation dans cette région du monde.

Les 15 années qui ont suivi ont vu au contraire l'impérialisme français accroître sa présence militaire au rythme de ses interventions armées – jusqu'à être rattrapé par la réalité de son déclin économique. En 2023 la part de marché de la France en Afrique subsaharienne n'était plus que d'un peu plus de 3% (représentant 2% du commerce extérieur français), alors qu'il était de 17% pour la Chine. Des concurrents plus dynamiques lui taillent des crou-

pières jusque dans ses « chasses gardées » traditionnelles : non seulement la Chine, mais aussi la Turquie, l'Inde, le Brésil, etc., ainsi que des pays européens comme l'Allemagne et l'Italie. En outre il est concurrencé sur le plan militaire par la Russie qui se présente avec ses mercenaires comme une alternative aux soldats français permettant d'éviter les pressions, politiques ou autres, du parrain traditionnel, l'impérialisme tricolore.

Pendant longtemps l'impérialisme français a pu utiliser son « outil militaire » pour maintenir ses positions, contrebalançant de cette façon son affaiblissement économique ; mais comme il lui était de plus en plus difficile de supporter les coûts des opérations militaires, il a cherché de l'aide auprès de ses alliés européens et de l'ONU en prétendant qu'il combattait en Afrique pour défendre l'Europe. C'est ainsi qu'au Mali aux côtés des soldats français se trouvaient des contingents de plusieurs pays dans le cadre de l'opération dite Minusma (Mission Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali) : elle comptera jusqu'à 15 000 « Casques bleus » de 30 pays chargés du « maintien de la paix » ; à part les forces tchadiennes, ils ne participaient pas directement aux combats. Cela ne les a pas empêché de subir des attaques, qui auraient causé plus de 300 tués au cours des dix années de cette opération. La rupture de la junte

(Suite en page 4)

Impérialisme français en Afrique ...

(Suite de la page 3)

maliennne avec la France entraîna en effet la fin de cette dernière, les putschistes dénonçant entre autres les accords dits d'Alger signés en 2015 avec les rebelles Touareg, comme ayant été imposés par des puissances étrangères (France, Algérie).

L'Allemagne qui, dans le cadre de son intérêt renouvelé pour l'Afrique, avait fourni l'un des contingents les plus nombreux de la Minusma, tenta après la fin de celle-ci de rester au Sahel en se concentrant sur le Niger ; après le coup d'Etat dans ce pays elle mena ainsi des négociations discrètes avec les putschistes pour maintenir une base « stratégique » à Niamey, mais elle dû suivre le retrait des troupes françaises et américaines. L'Italie reste le seul pays occidental à maintenir une coopération y compris militaire avec le Niger même si les analystes regrettent qu'elle n'ait pas pu profiter du « désastre » français (8).

En fait l'impérialisme français a entraîné dans son « désastre » les autres impérialismes occidentaux au profit de la Russie, que le président tchadien n'avait pas hésité à qualifier de « *pays frère* » lors de sa visite à Moscou en janvier 2024, et dans son ombre, de la Chine, voire de la Turquie.

L'« ANTI-IMPÉRIALISME » DES DICTATURES MILITAIRES

Les juntas militaires ont développé une rhétorique anti-impérialiste pour se donner une légitimité ; et elles ont pu comme au Niger et au Mali s'appuyer sur de grandes manifestations et un « sentiment anti-français ». Les médias expliquent généralement ce sentiment par les souvenirs de la colonisation. Mais ce n'est pas le souvenir de ce qui s'est passé il y a des décennies qui explique par exemple que les jeunes sénégalais s'en soient pris à des entreprises françaises lors des manifestations réprimées dans le sang contre l'ancien président Macky Sall, mais parce que celui-ci était vu avec raison comme « *l'homme de la France* » ; c'est la domination impérialiste actuelle qui nourrit l'anti-impérialisme présent dans ces différents pays.

Mais cet anti-impérialisme comme la colère contre la corruption des dirigeants, sont instrumentalisés par les nouveaux dirigeants qui ne veulent, ni ne peuvent, s'attaquer à la racine de ces maux, c'est-à-dire le système

capitaliste et l'ordre impérialiste dans son ensemble. Au mieux ils peuvent établir un rapport de forces suffisant pour renégocier des contrats léonins imposés par les multinationales ; c'est ce qu'essaye de le faire la junte nigérienne en remettant en cause l'exploitation de l'uranium par la société française Orano (ex-Areva) et la société canadienne GoviEx, ou en arrêtant 4 cadres de la société canadienne Barrick Gold et le PDG d'une société australienne, deux exploitants de mines d'or au Niger.

En réalité ils ne peuvent que se tourner vers d'autres impérialismes, pas échapper à l'impérialisme. Les prolétaires et les masses exploitées ne peuvent rien attendre de bon de ces régimes militaires qui sont tout aussi férocement pro-capitalistes que les régimes « démocratiques » qu'ils ont renversés. Ils sont tout aussi incapables que les militaires français de mettre fin aux affrontements mis sur le compte du « terrorisme » qui déchirent ces pays y provoquant l'exode de masses entières, parce que le terreau en est la misère des populations : derrière le masque religieux, c'est celle-ci qui attise en effet les rivalités entre peuplades ou entre ethnies et qui nourrit la haine de l'administration, de l'Etat central et de ses forces armées, souvent plus sanguinaires encore que les supposés « terroristes ».

LA PERSPECTIVE DE L'AVENIR

Seule une révolution sociale pourra mettre définitivement fin à cette situation en mettant fin au système capitaliste et à l'impérialisme. Il y a 10 ans, en octobre 2014, au Burkina Faso l'insurrection des prolétaires et des masses chassait le dictateur Blaise Compaoré ; en janvier 2007 la grève générale en Guinée mettait à genoux le dictateur Lansana Conté : ces deux exemples montrent que les exploités ne sont pas condamnés à l'impuissance et que la domination bourgeoise n'est pas invincible, même quand elle est soutenue par l'impérialisme (9). Mais ils montrent aussi que la révolte des masses a un besoin vital d'une orientation et d'une direction de classe, sinon l'ordre bourgeois n'est que superficiellement et temporairement modifié.

La révolution de demain qui émancipera les masses opprimées et détruira le capitalisme et les Etats bourgeois sera prolétarienne et internationale ; ayant à sa tête le parti de classe international, elle unira dans une lutte commune les exploités des pays dominés et ceux des métropoles impérialistes (dont une partie provient de ces mêmes pays dominés).

Une telle perspective ne peut être

immédiate ; elle se prépare dès aujourd'hui par la lutte ici contre toutes les exactions de l'impérialisme français qui, s'il est affaibli, n'a pas renoncé à sa proie africaine, par la solidarité internationaliste avec les prolétaires et les masses exploitées de là-bas – et par le travail de reconstitution du parti communiste mondial qui aura la charge de mener cette révolution à la victoire.

(1) Déclaration du secrétaire national du Parti de Gauche (dont le président était Mélenchon) ; il continuait : « *La Centrafrique dispose du gisement de Bakuma et de frontières stratégiques avec des voisins dotés du précieux minerai [l'uranium-NdIR]. Tant que le nucléaire restera la première source de production d'électricité dans notre pays, la France devra contrôler des gouvernements qui détiennent la clé des mines africaines* ». cf. <https://survie.org/billets-d-afrique/2014/231-janvier-2014/article/pg-piege-4597>. L'exploitation de la mine de Bakuma par AREVA n'aura jamais lieu, toute l'affaire ayant probablement servi à de gigantesques détournements de fonds (*Le Monde Diplomatique*, novembre 2016)

(2) cf. *Le Prolétaire* n°510 (janvier-mars 2014).

(3) Les soldats français ne seront pas poursuivis et le fonctionnaire onusien à l'origine de l'information démissionnera en protestation contre la « totale impunité » des coupables.

(4) Selon RFI du 12/6/20. cf. https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200612-mort-droukdel-aqmi-implication-etats-unis-usa?ref=tw_i

(5) cf. *Le Monde*, 23/8/23

(6) La base de Djibouti, forte actuellement de 1500 militaires et de nombreux équipements militaires, aéronautiques et navals selon les données officielles, a pour rôle de s'occuper de la situation dans le Golfe d'Aden et en Mer Rouge. En raison de sa situation stratégique Djibouti héberge également des bases américaine, chinoise et italienne ainsi qu'une présence militaire allemande, japonaise et espagnole.

(7) <https://x.com/thomasdietrich0/status/1825207304351883734>

(8) <https://www.analisidifesa.it/2024/12/il-disastro-africano-di-macron-e-le-opportunita-non-sfruttate-per-litalia/>

(5) Compaoré comme Conté étaient soutenus par l'impérialisme français. Il est significatif que la junte « anti-impérialiste » du Burkina Faso vient de faire adopter le 30/12 une mesure d'amnistie pour les partisans de Compaoré qui avaient tenté un coup d'Etat en 2015 pour ramener celui-ci au pouvoir...

Catastrophe à Mayotte et lutte des classes

(Suite de la page 1)

1934 en raison de sa trajectoire, les cyclones frappent régulièrement l'archipel. D'après Météo France on relève en moyenne 3 cyclones d'une intensité équivalente par an dans la zone et aucune donnée ne peut actuellement attribuer le cyclone Chido au changement climatique (2). En réalité selon un météorologue « *tout était écrit d'avance* » (3). Plusieurs rapports parlementaires ont souligné, s'il en était besoin (tous les habitants de Mayotte le savent), le risque encouru par les habitants des bidonvilles en cas de fortes intempéries, comme elles se produisent régulièrement en provoquant souvent de meurtrières coulées de boue. Mais rédiger des rapports parlementaires est une chose, et agir pour remédier aux problèmes ou se préparer aux catastrophes (les habitants dénoncent l'impréparation des services de l'Etat) en est une autre à laquelle rechigne l'Etat bourgeois parce que cela entre en conflit avec les intérêts capitalistes : dépenser pour améliorer la sécurité et les conditions de vie des masses pauvres et des prolétaires est une hérésie alors que le maître-mot est la réduction des dépenses « improductives » qui pèsent sur le taux de profit moyen de l'économie...

Mayotte est devenue un département français en 2011 : elle faisait partie autrefois de la colonie française de l'archipel des Comores situé dans le canal de Mozambique, dans l'océan indien. Lors du référendum sur l'indépendance tenu en 1974, le oui l'emporta partout sauf à Mayotte : le gouvernement français décida de compter le résultat île par île pour que Mayotte reste française : l'impérialisme français avait alors un projet (qui ne se réalisa pas) d'établir une base militaire sur l'île. Depuis lors une frontière administrative sépare les populations comoriennes.

Selon les données de l'INSEE la population de Mayotte, en forte croissance, est de 320 000 habitants, (la moitié ayant moins de 18 ans) dont près de la moitié sont étrangers (Comoriens pour l'essentiel) : les inégalités sont 4 fois plus fortes qu'en métropole (en particulier entre les fonctionnaires et les salariés du privé), 77% des habitants se trouvent sous le seuil de pauvreté (contre 15% en France métropolitaine) : le taux de chômage est de 37% (2023) : 60% des logements ne disposent pas du confort de base et un tiers des habitants vivent dans des bidonvilles, qui ne sont pas habités seulement pas des étrangers sans-papiers : étant donné le manque de

logement sociaux (un plan publié en 2015 prévoyait que 8000 logements sociaux étaient nécessaires et qu'ils seraient construits d'ici 2025 : seulement quelques centaines ont été réalisés) et le faible niveau des salaires il est difficile pour une famille de prolétaires de trouver à se loger en dehors des bidonvilles. En outre il y aurait près de 100 000 prolétaires sans papiers, qui sont venus au risque de leur vie (4) sur des embarcations de fortune depuis les Comores, où les conditions de vie sont pires qu'à Mayotte ; ils sont employés pour des salaires de misère dans l'agriculture, la pêche, le BTP, les emplois à domicile, etc. Mais leur présence suscite des tensions, attisées par les partis d'extrême droite et les autorités qui les dénoncent comme les responsables de l'insécurité, du chômage, etc. : dans la situation explosive de Mayotte les luttes et les émeutes qui s'y sont déroulées à plusieurs reprises (5) et encore au début de cette année, ont souvent revêtu un caractère interclassiste où la revendication de la lutte contre l'immigration clandestine a été mise en avant.

C'est évidemment ce qu'ont voulu en retenir les autorités françaises qui y ont dépêché des renforts de CRS. Dans le cadre de l'opération dite « Wuambushu » décidée en 2023 par le ministère de l'intérieur « contre les logements insalubres, la criminalité et l'immigration illégale », les habitants de plusieurs bidonvilles ont été expulsés par les CRS : mais comme pratiquement aucun logement ne leur était proposé, ils n'ont eu d'autre choix que de s'installer dans un autre bidonville, comme celui de Kaweni : la prétendue lutte contre les logements insalubres n'était en fait qu'une **lutte contre les prolétaires** qui sont contraints d'y vivre. Améliorer les conditions de logement pour les prolétaires non seulement coûterait cher, mais ce serait contraire à la pratique de harcèlement policier utilisée pour gérer cette main d'œuvre à bas coût. Ce harcèlement a joué un rôle important dans la catastrophe : en effet de nombreux sans papiers ont vu dans les appels des autorités à se rassembler dans des abris, un piège pour pouvoir les expulser et ils sont restés sans protection face au cyclone. Après s'être rendu sur l'île, Retailleau, l'ancien et probable futur ministre de l'intérieur, non seulement n'a pas remis en cause cette pratique, ni les conditions de vie infligées aux prolétaires, mais il a déclaré (18/12) que le préalable à la reconstruction de Mayotte serait de « *traiter avec la plus grande détermination la question mi-*

gratoire » qu'il a assimilée à une « *guerre hybride* ».

Ce sont essentiellement des prolétaires qui ont été les victimes de la catastrophe, victimes du capitalisme. Les rescapés sont avertis : malgré les bonnes paroles de Macron et sa fumisterie de la journée de deuil national, ils ne doivent pas s'attendre à une amélioration de leur sort ; par la bouche de Retailleau, c'est une véritable **déclaration de guerre** que les responsables bourgeois leur lancent. A Mayotte comme en métropole. Il faudra y répondre par la **guerre de classe**!

18/12/2024

(1) Mayotte se compose en réalité de deux grandes îles, « Grande-Terre » et « Petite-Terre » et de plusieurs petites îles et îlots.

(2) Cf. <https://meteofrance.yt/fr/actualites/le-cyclone-chido-frappe-mayotte>

(3) Gaël Musquet sur LCI, <https://www.youtube.com/watch?v=cud5LnG8sdY>

(4) La traversée est particulièrement dangereuse : des dizaines (peut-être des centaines) de personnes y perdent leur vie chaque année.

(5) voir « A Mayotte une crise sociale que seul le prolétariat peut réellement combattre », *Le Prolétaire* n°529

«Le marxisme et la Chine»

Brochure n° 12, Editions Programme, «Textes du parti communiste international», Octobre 2024, format A4, 84 pages, Prix : 8 €, 12 CHF

Parti communiste international

(«le prolétaire», «programme communiste»)

Le marxisme et la Chine (1)

Particularités de l'évolution historique chinoise

Le mouvement social en Chine

Editions Programme
Textes du parti communiste international

12

Lutte contre la vie chère en Martinique: Une orientation anticapitaliste de classe est nécessaire pour vaincre!

Depuis le premier septembre la Martinique est le théâtre d'un fort mouvement contre la vie chère ; il s'est traduit par des blocages du port, de ronds-points et de supermarchés, une journée « Martinique île morte », au cours de laquelle ont eu lieu des incendies de magasins et de bâtiments officiels (destruction de la brigade de gendarmerie du Carbet), des pillages et des affrontements avec la police, etc. Les autorités ont répliqué en décrétant un couvre-feu partiel du 18 au 26/9, puis à partir du 10/10 un couvre-feu de 21h à 5h du matin sur tout le territoire, et en envoyant depuis la métropole la compagnie CRS 8, spécialement constituée par Darmanin pour la répression des émeutes urbaines ; il faut savoir qu'après les émeutes du « décembre noir » de 1959 où 3 jeunes avaient été tués par la police, les autorités martiniquaises avaient obtenu qu'ils n'y ait plus de CRS sur l'île. Devant être levé le 21, le couvre-feu a été reconduit jusqu'au 28 octobre en raison, selon la préfecture, des « des barrages et des violences urbaines qui ont eu lieu dans la nuit » du

20 au 21 – en fait pour briser la poursuite du mouvement et des barrages à l'appel du « Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes », le RPPRAC,

Ce dernier qui est à l'origine de la mobilisation contre la vie chère, a en effet refusé de signer l'accord conclu le 16/10 entre le préfet, les élus locaux et les représentants du patronat ; il a organisé le 19/10 une manifestation de protestation à Fort-de-France qui a rassemblé plus de 2000 personnes et qui se veut le coup d'envoi d'une « deuxième phase » du mouvement. Ce fameux accord, salué comme « historique » par le président de la Collectivité Territoriale de l'île, aboutirait paraît-il, à une baisse des prix de 20 % en moyenne à la suite de la suppression de diverses taxes et l'attribution d'aides aux entreprises que les importateurs et distributeurs ont « promis » de répercuter sur leurs prix... Le RPPRAC demandait que tous les produits alimentaires soient concernés, alors que l'accord ne porte que sur certains d'entre eux (6000 sur 33000).

CHOMAGE, BAS SALAIRES ET PAUVRETE

La population martiniquaise a été d'autant plus touchée par la poussée inflationniste que les prix y sont déjà plus élevés qu'en métropole : une étude de l'Insee (juillet 23) estimait qu'ils étaient supérieurs de 14 % en 2022, l'écart moyen atteignant 40 % pour les produits alimentaires – écart plus important en réalité selon les estimations du RPPRAC et autres : les prix des pâtes, de la farine, du lait, du beurre ou des fruits sont deux à cinq fois plus élevés. Ce sont bien entendu les prolétaires et les masses marginalisées qui

en souffrent le plus dans cette île où le taux de chômage était de près de 12 % en début d'année contre 7,5 % en métropole, et où les bas salaires sont légion (en moyenne les salaires seraient 30 % plus bas).

Résultat : le taux de pauvreté est de 29 % contre 14 % en métropole et cette pauvreté y est plus intense (le revenu moyen des pauvres de l'île est plus faible que dans les autres régions françaises, à l'exception de l'Île de France). Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de la colère.

LES LEÇONS DE 2009 : LES FRUITS AMERS DE L'INTERCLASSISME

En 2009 les Antilles ont connu un très important mouvement de lutte contre la vie chère et les bas salaires, marqué par des manifestations d'une ampleur sans précédent et surtout par une grève générale qui a duré 40 jours à la Guadeloupe et 37 jours à la Martinique. 15 ans après la fin de la lutte qui eut lieu dans l'euphorie, les leaders de la lutte criant à la victoire, c'est la déception qui domine : les prix n'ont cessé d'augmenter et les bas salaires sont toujours là, en dépit des acquis salariaux obtenus et des mesures accordées, comme

les exemptions de taxes qui n'ont profité qu'aux capitalistes locaux, grands ou petits. C'est que le mouvement avait été dirigé par des collectifs réunissant sur des bases interclassistes des organisations diverses, dont les plate-formes revendicatives mélangeaient revendications prolétariennes et revendications bourgeoises et petites bourgeoises (comme la défense de l'économie locale, des artisans et petits patrons). La conséquence inévitable fut qu'en dépit de la combativité des prolétaires la défense de leurs intérêts de classe



passa au second plan...

Le RPPRAC n'entend malheureusement pas rompre avec ce genre d'orientation ; son refus de mettre en avant d'autres revendications que la baisse des prix des produits alimentaires, son refus de se placer sur le terrain de la lutte pour l'augmentation des salaires et des minima sociaux, de la lutte contre le capitalisme et pas seulement pour faire plier la « grande distribution » est un refus de la lutte de classe ; ce serait pourtant le moyen de mobiliser la force du prolétariat sur lequel repose toute l'économie – y compris la grande distribution – et d'étendre la lutte aux prolétaires des autres îles des Antilles (les conditions des prolétaires de Guadeloupe sont pires qu'à la Martinique) voire à ceux de toute la France : au-delà des différences contingentes de situations, il souffrent de la même condition d'exploités, ils ont le même ennemi et ils ont la possibilité de s'unir dans une lutte commune. Le fait d'avoir obtenu le soutien de certains syndicats – CGTM, CDMT, UNSA... – (alors que la CFDT, l'UGTM et FO le refusent sous le prétexte des critiques – justifiées – de l'inaction syndicale) et aussi d'organisations religieuses, ne change rien ; selon le charismatique président du RPPRAC, « nous faisons peuple avec les syndicats et les instances religieuses » : « faire prolétariat » avec tous les travailleurs et les exploités n'est pas à l'ordre du jour...

Face au pouvoir des grands ou petits capitalistes locaux soutenus par la puissance de l'État français, qui s'enrichissent alors que les masses s'appauvrissent, il est vain demander des discussions publiques comme en 2009 ou des négociations directes avec le ministre : il est indispensable de mener exclusivement la lutte **sur des bases de classe, avec des méthodes et moyens classistes**, sans se laisser détourner par les jérémiades pacifistes des religieux, les appels petits bourgeois à la défense de l'économie locale et à l'union de tous les Martiniquais.

Contre la vie chère, contre les bas salaires, contre l'exploitation capitaliste, lutte de classe et union des prolétaires de Martinique et d'ailleurs !

26/10/2024

Espagne

Le capitalisme est seul responsable des inondations catastrophiques au Levant

Au moins 100 morts (1), des dizaines de disparus, des milliers de maisons détruites, des familles qui ont perdu le peu qu'elles avaient pour survivre... Victimes d'une « tragédie » tout à fait prévisible et évitable. Ce n'est que dans le monde capitaliste, où la mort d'enfants est moins importante que quelques heures de travail, que des événements comme ceux de Valence peuvent avoir lieu.

Une « goutte froide » est un phénomène météorologique habituel en Méditerranée qui se produit régulièrement sur la côte levantine et qui est répertorié depuis qu'il existe des relevés historiques. C'est un refroidissement soudain, au contact de la terre, de l'air chaud provenant de la mer. Quand cela se produit, l'eau à l'état gazeux se transforme alors brusquement en liquide et tombe avec violence sur la terre. Comme on le sait, c'est un phénomène normal à cette époque de l'année, bien connu de la population de la région, et auquel les autorités devraient être préparées car elles y sont confrontées assez fréquemment... Une fois de plus pourtant, les centaines de morts qui ne manqueront pas finalement d'être dénombrées montrent que le potentiel destructeur des phénomènes météorologiques naturels a augmenté de façon exponentielle à cause du système capitaliste.

Car Valence n'est pas seulement la région de la « goutte froide », ces dernières années c'est aussi l'une des régions du pays où, l'urbanisation galopante du territoire et la destruction conséquente des paysages naturels qui servaient de canal naturel à ce type de phénomènes ont été les plus massives.

Combien d'urbanisations construites au cours du siècle dernier portent-elles le nom de « Rambla de... » (2) ? Combien de rues portent-elles le nom de « Torrent » ? Cela montre bien que la recherche incessante du profit n'a même pas tenu compte des événements naturels directement liés à la « goutte froide » : la force destructrice de l'eau et de tous les autres phénomènes qui lui sont associés. A l'époque capitaliste – en contradiction avec les connaissances acquises depuis le début de la vie sédentaire (où les constructions restaient en-deçà des limites des eaux de l'ancienne lagune, à l'endroit même où se trouvent aujourd'hui la cathédrale et, autour d'elle, la ville médiévale) – la ville de Valence s'est développée autour d'un fleuve et a occupé, en l'urbanisant, tout son espace naturel d'expansion. La

même chose s'est produite dans de nombreuses villes voisines : le besoin insatiable de terrains pour construire, produire et spéculer a conduit à la construction de quartiers et de zones industrielles précisément là où on savait qu'il ne fallait pas le faire.

Nous en avons vu les conséquences aujourd'hui, mais il n'est pas nécessaire de remonter très loin dans le temps pour rencontrer des événements similaires. En 1957, le 14 octobre et pour les mêmes raisons que ce qui s'est passé hier, le fleuve Turia, qui traverse la ville, a débordé, inondant les quartiers immédiats et causant 81 morts. Cet événement avait incité l'État à détourner le fleuve et à le canaliser hors de la ville. Hier, la nature a montré qu'elle se moquait de toutes les décisions bureaucratiques prises par la tête malade de la bourgeoisie et a rasé une fois de plus le vieux canal et les quartiers de 1957. En 1987, le 3 novembre, un peu plus au sud, dans la région de La Safor, une autre inondation détruit la ville d'Oliva. Quelques années plus tôt, en 1982, la rupture du barrage réservoir de Tous avait dévasté le bassin du Júcar, causant la mort de huit personnes. En moins d'un siècle et en ne tenant compte que des événements les plus graves, telle est la réalité « imprévisible » et « impossible à prévenir », selon les autorités.

La réalité, c'est que les gouvernements locaux, mais aussi régionaux et nationaux, ont été alertés de ce qui pouvait se passer le 29 octobre. Ils le savaient non seulement parce qu'ils savaient (il n'y a pas un météorologue qui ne le sache pas !) qu'en automne, le risque est maximal dans ces régions, mais aussi parce que depuis au moins deux jours, les services météorologiques avertissaient de ce qui pourrait se produire. Mais ni l'expérience des dernières décennies, ni ces avertissements n'ont suffi : le coût, la seule « réalité » pour les capitalistes, de la paralysie de l'activité productive, de l'évacuation des populations et de la minimisation des risques humains est bien inférieur à la gravité des destructions. D'abord parce que, dans le capitalisme, une vie humaine ne représentera jamais que la moitié de la valeur du capital investi ou du profit qui peut en être tiré. Ensuite, parce que le capitalisme ne subit pas la destruction mais se développe dans et par elle, il trouve dans les catastrophes un élan vital de premier ordre : là où un prolétaire voit la misère



et la mort, un capitaliste voit des opportunités d'affaires, une forte rentabilité et peu de concurrence.

Cela explique qu'hier, après que les autorités elles-mêmes aient tiré la sonnette d'alarme (à 20 heures, alors qu'il était déjà clair à 6 heures du matin que la journée allait être tragique), une multitude de chefs d'entreprise de la région ont forcé leurs employés à se présenter au travail, sous la menace d'un licenciement, pour travailler dans l'équipe de nuit. Cela explique que les propriétaires des grandes zones commerciales de la banlieue aient interdit aux travailleurs de quitter leur travail alors que les inondations avaient déjà commencé, et que plus tard, alors que la menace de catastrophe était claire, les services de secours ne se soient pas mobilisés pour les sortir de là : même une vie ne vaut pas le chiffre d'affaires de quelques heures, c'est ce que pense n'importe quel bourgeois.

Au moment où les politiciens, les artistes, les entrepreneurs et toute la panoplie des serviteurs de la bourgeoisie vont commencer leurs lamentations sur les morts, soyons clairs : la majorité de ces morts sont des prolétaires et ils ont perdu la vie parce qu'ils n'ont pu se mettre à l'abri nulle part, parce qu'ils ont dû travailler malgré les avertissements des services d'urgence. Parce que la bourgeoisie est capable de maintenir des infrastructures très coûteuses, des dizaines de milliers d'usines de production, des sites touristiques, etc., mais n'est pas capable de fournir une aide d'urgence de base face à un danger connu et plus que probable comme la « goutte froide » de ces jours-ci. Du côté du gouvernement, régional et national, le spectacle démocratique des polémiques et des querelles parlementaires commence maintenant : entre les deux, on blâmera le rival pour que le prolétariat accepte que ce désastre soit l'œuvre de la terrible droite fasciste ou de la gauche criminelle. La réalité est que les deux travaillent uniquement et exclusivement pour la bourgeoisie, que ce soit au sein du PCE, du PSOE ou du PP : tous sont coupables des morts d'hier. Bientôt apparaîtront les nouveaux prêtres de la « religion du climat » pour expliquer au prolétariat que la responsabilité de

(Suite en page 8)

Espagne ...

(Suite de la page 7)

ces événements ne doit pas être attribuée à la bourgeoisie dans son ensemble, mais à quelques entrepreneurs qui, avec leur modèle de production arriéré, basé sur le charbon et le pétrole et non sur l'énergie verte, promeuvent le changement climatique. Et du haut de leur chaire, opportunément encouragés par la presse, ils proposeront une énième politique de collaboration entre les classes dans le but supposé de stopper la catastrophe climatique qui nous attend.

Mais la réalité est que ces tragédies, véritables massacres, ne disparaîtront pas tant que le mode de production qui les crée ne sera pas détruit. Tant que le système capitaliste, qui trouve plus de bénéfices dans la mort, la destruction et la reconstruction que dans la prévention, ne disparaîtra pas, les causes qui amplifient tout phénomène naturel au point de le rendre mortel pour les êtres humains ne disparaîtront pas. Tant qu'une classe sociale, la bourgeoisie, qui a su conquérir la terre et l'espace pour le commerce, mettre en œuvre les technologies de production les plus avancées, mais qui n'est pas capable de sécuriser les villes où vit la main d'œuvre prolétarienne, ces situations se répéteront dans cette même zone et dans peu de temps. Et tant que les agitateurs et les propagandistes qui cherchent à améliorer, réformer, changer ce qui est nécessaire au capitalisme continueront à appeler le prolétariat à faire confiance à la démocratie et à la collaboration avec

la bourgeoisie pour la réaliser, la classe prolétarienne aura en face d'elle non seulement son ennemi naturel, la classe dirigeante bourgeoise, mais toute une armée de ses collaborateurs qui lutteront pour maintenir les travailleurs dans la condition de victimes perpétuelles.

Demain, les prolétaires enterreront leurs morts et prieront pour qu'une telle catastrophe ne se reproduise pas. Entre-temps, la bourgeoisie fera transiter par son État les milliards qui lui permettront non seulement de reprendre, mais de développer la production dans les usines détruites et de faire croître ses entreprises grâce à la reconstruction. La classe prolétarienne, qui semble aujourd'hui absente de la vie sociale, politiquement et organisationnellement, et qui donne l'impression de ne pouvoir offrir que des morts dans des catastrophes comme celle-ci, est historiquement porteuse de la seule chance de surmonter la misère du monde capitaliste et les drames qui l'accompagnent continuellement. Elle souffre en silence dans les catastrophes bourgeoises comme dans la paix quotidienne, dans les inondations comme au travail, où elle contribue par des milliers et des milliers de morts chaque année au maintien de la production marchande. Mais, parce qu'elle est au centre du monde capitaliste, parce qu'elle a entre ses mains la production de toute la richesse sociale, parce qu'elle constitue la majorité de la population dans tous les pays, elle peut se débarrasser de la classe bourgeoise et anéantir son monde, ouvrant la porte à un avenir où arrivera enfin la véritable abondance, le véritable équilibre de l'être

humain dans son environnement naturel. Tel est sans aucun doute l'avenir, à savoir la force réelle (aujourd'hui seulement potentielle, demain réelle) de la classe prolétarienne. Mais pour réaliser cet avenir, pour montrer sa véritable force, le prolétariat doit retourner sur le terrain de la lutte de classe, il doit lutter contre les classes ennemies, tant dans la défense de ses intérêts immédiats, ceux liés à la survie la plus élémentaire, que dans l'affrontement politique général contre la domination politique et sociale de la bourgeoisie.

Le capitalisme est responsable de toutes les catastrophes !

Seule la lutte de classe du prolétariat peut mettre fin à ses « tragédies », en le balayant de la carte !

Pour la reprise de la lutte de classe prolétarienne !

Pour la reconstitution du parti communiste, international et internationaliste !

30/10/2024

(1) Notre article a été publié sur notre site internet (<https://www.pcint.org>) le lendemain de la catastrophe. Le bilan aujourd'hui est établi à 224 morts.

(2) Terme qui désigne un cours d'eau dont le débit irrégulier varie fortement en fonction de la pluviométrie et qui peut passer de l'oued sec à un puissant torrent. Dans l'histoire récente du capitalisme, les ramblas ont été urbanisées comme voie de circulation, rues ou avenues des grandes villes et portent donc leurs noms.

Moyen-Orient : En entrant en guerre contre tous ceux qui s'opposent aux intérêts de puissance mondiale de Washington, Israël, bras armé de l'impérialisme américain, défend aussi ses propres intérêts de puissance régionale

Depuis plus d'un siècle, la région du Moyen-Orient est une **zone de tempête** où se concentrent les intérêts conflictuels des plus puissants impérialismes mondiaux, non seulement en lien avec les énormes réserves de pétrole, mais aussi avec la route commerciale stratégique reliant l'océan Indien à la Méditerranée via le canal de Suez de la mer Rouge, sans oublier le golfe Persique.

Les oppositions interimpérialistes conduisent à des affrontements commerciaux et diplomatiques et à des guerres qui impliquent inévitablement les pays de régions, où le développement le plus récent du capitalisme a été caractérisé par l'extrême violence avec laquelle les impérialistes et les clans locaux dominants ont tendu et tendent toujours à imposer leurs intérêts spéci-

fiques aux populations locales. Les anciennes superstructures politiques et religieuses rétrogrades qui se sont pliées à l'avancée irrésistible du capitalisme, ont été préservées dans ce but ; elles sont devenues ainsi les piliers sur lesquels les nouvelles classes bourgeoises s'appuient pour exercer leur pouvoir sur les populations dominées. La force des classes bourgeoises moyen-orientales dépend en bonne partie du contrôle qu'elles sont capables d'exercer sur leurs propres populations et, étant donné le développement extrêmement contradictoire mais inexorable du capitalisme, sur un prolétariat relativement jeune mais potentiellement incontrôlable, dont la survie, du fait de ses origines rurales, a été minée non seulement par la brutale expropriation

capitaliste, mais aussi par la concentration dans ces territoires d'intérêts impérialistes de plus en plus conflictuels.

L'histoire de la transformation des masses paysannes palestiniennes en masses prolétariennes, sans réserve et sans patrie, exprime la pointe la plus aiguë du processus de développement social du capitalisme au Moyen-Orient. Ce développement ne pouvait que rendre permanents les affrontements armés et les guerres tantôt entre certaines bourgeoisies locales et tantôt entre autres, remettant en question les trêves et les frontières temporaires, l'**ordre** provisoire qui, de **local**, a de plus en plus pris une dimension **mondiale**. Les puissances impérialistes elles-mêmes – qui représentent, par leurs interventions financières, politiques et militaires, les princi-

paux facteurs du désordre moyen-oriental – comme des apprentis sorciers, ne parviennent pas à maîtriser ces guerres et ces trêves.

Nous ne ferons pas ici la longue histoire des guerres et des prétendus accords de paix qui ont ponctué le dernier siècle et demi au Moyen-Orient. Il suffit de se référer aux guerres israélo-arabes et aux guerres du Golfe du siècle dernier pour se convaincre que les pays du Proche et du Moyen-Orient sont des poudrières toujours prêtes à exploser (1). Il faut toutefois préciser que cette **zone de tempête** n'est qu'une des aires mondiales où se décideront les alliances impérialistes en vue de la troisième guerre mondiale.

LES GUERRES QUE LES ARABES ONT TOUJOURS PERDUES

La guerre déclenchée contre les Palestiniens de Gaza, après l'incursion du Hamas dans des dizaines de kibboutz israéliens voisins, causant la mort de plus de 1200 Israéliens et la prise de 250 otages, n'est que la continuité des opérations militaires systématiques qu'Israël mène contre les Palestiniens depuis la création de cet État en 1948 en Palestine, sous la houlette des puissances victorieuses de la deuxième boucherie impérialiste mondiale. Il faut rappeler que tous les pays arabes de l'époque ont rejeté la résolution de l'ONU de novembre 1947 sur la création de deux États, l'un palestinien et l'autre juif, au point ensuite de déclencher la guerre contre Israël à peine déclaré sa proclamation en État indépendant. Cette guerre a été gagnée par Israël, contraignant des centaines de milliers de Palestiniens à se réfugier dans les pays arabes voisins ; et il a également remporté les trois guerres israélo-arabes qui ont suivi, en 1956, 1967 et 1973. Avec la victoire de 1967 (la fameuse « guerre des six jours »), Israël a occupé le Sinaï et la bande de Gaza (pris à l'Égypte), la Cisjordanie (prise à la Jordanie), Jérusalem-Est et le plateau du Golan (pris à la Syrie). C'est seulement en 1982, en application des accords de paix en 1975 avec l'Égypte et une administration temporaire de cette zone par l'ONU, qu'Israël a rendu le Sinaï à l'Égypte. Encore plus tard, à la suite des accords d'Oslo en 1993-95, il acceptait que Gaza et la Cisjordanie soient gouvernées par les Palestiniens, ces deux restant toutefois sous un strict contrôle israélien (économique, financier et militaire). Quant au plateau du Golan occupé, il était transformé en territoire israélien, ce que les États-Unis reconnaîtront en 2019. En 1982 Israël envahit et occupe la bande sud du Liban pour détruire les bases palestiniennes ; il s'en retire en 2000, mais l'envahit à nouveau en 2006 pour contrer les milices chiites li-

banaises pro-iraniennes du Hezbollah, qui se sont entre-temps organisées et installées dans un Liban dévasté, avant de s'en retirer quelques mois plus tard.

En 2006, le Hamas remporta les élections à Gaza, et s'affronta par les armes aux partisans de l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne, continuation dans les faits de l'OLP dirigée par le Fatah) qui eux avaient remporté les élections en Cisjordanie. Netanyahu – déjà à l'époque chef du gouvernement – suivit alors une politique de soutien et de renforcement du Hamas précisément pour contrer l'ANP : il s'agissait de faire en sorte que les deux factions palestiniennes continuent à se combattre, empêchant de fait d'arriver à un accord pour l'autonomie palestinienne en Cisjordanie et à Gaza en vue de la création d'un futur « État palestinien », comme cela avait été réaffirmé par les accords d'Oslo en 1993, signés entre Rabin, Arafat et Bill Clinton – accords qui, comme tous ceux signés par la suite, ne furent que des chiffons de papier.

LA FORMULE IRRÉALISTE DES « DEUX ÉTATS »

S'il est une tromperie suprême dans laquelle sont tombées les masses palestiniennes et, avec elles, les masses prolétariennes et paysannes pauvres d'Égypte, du Liban, de Syrie et de Jordanie – où se sont réfugiées les masses palestiniennes qui ont fui ou ont été expulsées de leur terre d'origine –, c'est précisément la perspective de la constitution de deux États qui apporterait la paix non seulement à la Palestine mais à tout le Moyen-Orient, une paix constamment remise en question par les guerres israélo-palestiniennes. Israël a toujours combattu la « solution à deux États » – par ailleurs également rejetée par le Hamas ; il y a toujours fait obstacle lorsque les impérialistes américains et européens, y compris la Russie, ont tenté de forcer la situation pour favoriser ce type de « pacification ». Son rôle de gendarme de l'impérialisme euro-américain au Moyen-Orient, sur lequel s'est appuyée la bourgeoisie israélienne qu'elle soit d'extrême droite ou travailliste de gauche, a toujours été trop important pour être mis en péril en allant à l'encontre des aspirations du colonialisme régional de Tel-Aviv. Ce gendarme n'avait ni n'a pas pour seule tâche de contenir les masses palestiniennes rebelles et indomptables et d'empêcher que leur lutte contamine les masses moyen-orientales ; il a aussi pour tâche de brider les autres puissances régionales – l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Égypte... sans oublier la Turquie – qui, au fil des décennies, ont manifesté des aspirations au contrôle du Moyen-Orient, ainsi qu'à rompre avec la dépendance directe à l'égard des impérialistes mondiaux les

plus puissants, au premier rang desquels les États-Unis.

LES INTÉRÊTS DE LA BOURGEOISIE ISRAËLIENNE DANS L'OMBRE DE CEUX DES ÉTATS-UNIS

Après l'incursion du Hamas en Israël le 7 octobre il y a un an, Israël – qui a montré son impréparation à empêcher et contrer par la force une telle entreprise – a immédiatement réagi en commençant à pilonner Gaza de bombes : il a réagi très rapidement avec toute la puissance militaire dont il dispose, comme s'il n'attendait que l'occasion de lancer une attaque sans précédent contre Gaza et contre les Palestiniens en général. Le Hamas, de force terroriste utile pour contrecarrer l'Autorité nationale palestinienne, est ainsi devenu l'ennemi à abattre définitivement (comme en son temps Al-Qaïda de Ben Laden, utilisé par la Maison Blanche en Afghanistan contre les Russes, puis ennemi numéro un de Washington). Mais dès les premiers mois de bombardements sur Gaza, les objectifs d'Israël s'avéraient beaucoup plus larges que la simple défaite du Hamas et l'assassinat de ses dirigeants. Tel-Aviv ne pouvait pas ne pas prévoir que les milices du Hezbollah – puissantes au Sud-Liban – interviendraient aux côtés du Hamas (tous deux soutenus par l'Iran des ayatollahs) ; il s'était donc déjà préparé à lancer une nouvelle attaque au Sud-Liban, pour tenter de détruire leurs bases d'où des centaines de missiles sont périodiquement lancés sur le Nord d'Israël. Et tout cela, sans aucun doute, à la connaissance du gouvernement américain, qui n'a cessé de soute-

(Suite en page 10)

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 33 / Noviembre de 2024

- Guerra y lucha de clase
- Oriente Medio : Israel, brazo armado del imperialismo estadounidense, hace la guerra a todos los que se oponen a los intereses de poder globales de Washington, a la sombra de los cuales surgen los intereses de poder regionales israelíes
- Crecida y desbordamiento de la civilización burguesa
- Una nueva publicación del Partido : los Quaderni de il comunista
- La elección de Trump y la clase obrera americana
- Renault: ¡ larga muerte al automóvil !
- El único responsable del catastrófico aluvión en el Levante es el capitalismo

Precio del ejemplar : Europa : 1,5 €, 3 FS ; América latina : US \$ 1,5 ; USA y Cdn : US \$ 2.

Moyen-Orient ...

(Suite de la page 9)

nir Israël avec des dollars et des armements – les échanges commerciaux bilatéraux annuels entre les États-Unis et Israël s'élèvent depuis des années à 50 milliards de dollars en biens et services (2). Le soutien inconditionnel des États-Unis à toute initiative anti-arabe d'Israël dans la mesure où elle affaiblit une éventuelle alliance interarabe est bien connu. Grâce au militarisme israélien, les États-Unis ont obtenu au fil des ans ce résultat avantageux : empêcher les États arabes de former des alliances étroites sur la base de leur opposition traditionnelle à l'Occident. En effet, devant le massacre systématique de la population civile palestinienne depuis le 8 octobre 2023, massacre qui s'est étendu à la population du Sud-Liban et de Beyrouth, aucun pays arabe n'a prononcé un seul mot pour défendre les masses palestiniennes : confirmation qu'Israël rend service à toutes les bourgeoisies de la région.

L'actuel gouvernement Netanyahu, le plus à droite qu'ait jamais connu Israël, a saisi l'occasion de détruire non seulement le Hamas, mais aussi toute la population de Gaza en la massacrant : cette population avait osé « défier » l'État juif en élisant à son gouvernement non pas l'ANP, corrompue et impuissante, mais le Hamas, un parti qui a montré qu'il n'avait pas peur de la force militaire juive et qui a soutenu la vie sociale des Gazaouis, malgré le siège d'Israël, en fournissant de la nourriture, des hôpitaux, et même du travail. Que prouvent les plus de 42.000 civils morts sous les bombardements, les milliers de blessés et de malades, une population sans cesse déplacée d'un endroit à l'autre dans une bande de terre devenue un immense camp de concentration, réduite à la famine et exposée à toutes les maladies faute d'un minimum de soins puisque presque tous les hôpitaux ont été détruits, ainsi que les écoles et tous les bâtiments où, à côté de nombreux civils, les miliciens du Hamas pouvaient aussi se réfugier ? Que prouvent-ils, sinon qu'Israël a l'intention de mettre en œuvre sa « solution finale » : écraser la population survivante de Gaza au point qu'elle accepte de se soumettre complètement à la domination juive sur son sol, et faire de même pour la population de la Cisjordanie. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement Netanyahu s'est moqué totalement des pressions exercées par Biden et les bredouillants Européens pour obtenir un cessez-le-feu, pour laisser passer les camions d'aide à la population civile, pour ne frapper que les milices du Hamas et épargner la population civile, et pour négocier le retour des otages. Dès son discours à

l'ONU le 22 septembre 2023 – quelques jours avant l'incursion du Hamas dans le sud d'Israël –, Netanyahu avait expliqué sans ambiguïté l'objectif d'Israël : étendre le territoire israélien du Jourdain à la Méditerranée (dans la perspective du « nouveau Moyen-Orient »), en englobant la Cisjordanie et Gaza, Jérusalem-Est et le plateau du Golan, comme base d'une nouvelle perspective de « paix » (3).

LES ÉTATS-UNIS LE PARRAIN, ISRAËL LE TUEUR A GAGES

Alors que le bombardement de Gaza se poursuivait et que l'Égypte fermait ses frontières avec Gaza afin qu'aucun Palestinien n'échappe aux bombardements, Israël se préparait à envahir le Sud-Liban dans le but de détruire les bases militaires du Hezbollah ; dans le même temps, la menace israélienne de frapper les bases militaires et nucléaires de l'Iran – grand soutien du Hamas, du Hezbollah et des Houthis yéménites qui se sont ligüés contre Tel Aviv – a inquiété la Maison Blanche qui, en cette période délicate d'élections présidentielles, souhaitait tout sauf le déclenchement d'une guerre qui pouvait embraser le Moyen-Orient.

Mais, depuis que Washington a remplacé Londres et Paris dans le contrôle de la région, les initiatives israéliennes répondent aux intérêts fondamentaux des États-Unis, même quand ceux-ci, ces dernières années, n'ont pas réussi à les gérer selon un calendrier dicté par leurs plans de contrôle mondial et leurs relations internationales. Il ne fait aucun doute que sans le soutien financier, politique et militaire des États-Unis, Israël ne pourrait pas agir comme une puissance régionale redoutée par tous les pays de l'aire moyen-orientale ; et il ne pourrait pas imposer une politique oppressive et raciste illimitée à l'égard des Palestiniens et des populations arabes sur le territoire de la Palestine. L'énième exemple est donné par la guerre déclenchée à Gaza où les armements et le support en spécialistes fournis à Israël ont été et sont toujours décisifs. Au sujet de l'armement américain, *il Fatto Quotidiano* du 22 octobre 2024 écrivait : « Des bombes et des munitions (dont dix mille fameuses ogives hautement explosives de la série Mk-80) directement utilisées à Gaza, pour environ 17,9 milliards de dollars, selon une estimation de la Brown University (à la différence de l'Ukraine, la Maison Blanche ne chiffre pas publiquement l'aide apportée à l'allié israélien). Dans la région, les États-Unis ont aussi déployé 42.000 marines et des dizaines de navires de guerre et de porte-avions, dans le but de dissuader l'Iran et de contrer les attaques de ses proxys, contre les navires en mer Rouge ou contre Israël ».

Il ne s'agit pas de minimiser l'entière responsabilité d'Israël dans les massacres de la population gazaouie ; mais il est clair que les Israéliens jouent le rôle de tueur à gages des États-Unis, y compris pour leurs intérêts spécifiques ; ils font le sale boulot dont la Maison Blanche s'abstient et qu'elle couvre par ses déclarations sur « deux peuples, deux États », sur les « couloirs humanitaires » à garantir à la population systématiquement bombardée, sur les négociations pour le retour des otages, sur les « plans » pour la période qui suivra la fin de la guerre « contre le Hamas », etc. Mais il ne s'agit pas seulement d'artillerie et de bombes. Le renseignement, dans la guerre moderne, devient de plus en plus le facteur décisif. Après le massacre du 7 octobre 2023 par le Hamas, « *Le Pentagone* – écrit encore *Il Fatto Quotidiano* – a discrètement envoyé quelques dizaines de militaires des forces spéciales (...). Quelques jours plus tard, un détachement d'agents est arrivé directement de Langley, en Virginie, le quartier général de la CIA ». C'est Biden lui-même qui affirme l'implication directe des États-Unis dans la guerre israélo-palestinienne : « *Peu après les massacres du 7 octobre, j'ai donné l'ordre au personnel des opérations spéciales et à nos professionnels du renseignement de travailler main dans la main avec leurs homologues israéliens pour aider à localiser et à tracer Sinwar et d'autres dirigeants du Hamas qui se cachent à Gaza* » (*Il Fatto Quotidiano*). En effet, les professionnels du renseignement américain ont travaillé sur tout le théâtre de la guerre, à la fois pour localiser les cachettes des chefs du Hamas, et pas seulement à Gaza mais aussi à Téhéran et Damas, et celles du Hezbollah au Liban, mais aussi pour cartographier les tunnels à l'aide de drones ultra-technologiques et de radars spécifiques pour sonder le sous-sol. Dans les contreparties caractéristiques des échanges bourgeois, il semble que jusqu'à présent les Américains aient donné plus à Israël que celui-ci n'ait donné aux Américains ; tout récemment, cela concerne l'initiative que Tel Aviv a préparée pour frapper l'Iran sur ses bases militaires, pétrolières et nucléaires, ce que – pour l'instant – ne veut pas la Maison Blanche : elle n'est pas prête à faire face à une guerre au Moyen-Orient qui impliquerait certainement la Russie et la Chine, et remettrait en cause les relations avec de nombreux pays arabes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, avec les pays des Brics et même avec certains pays européens qui ne sont pas parfaitement alignés sur les politiques de la Maison Blanche, comme la Hongrie, mais aussi la France et l'Espagne.

Comme il arrive souvent avec les tueurs, Israël a forcé la main du parrain

étasunien pour tenter d'imposer son plan du Grand Israël. La guerre au Liban contre les milices du Hezbollah fait partie de ce plan, mais en réalité, comme pour Gaza, c'est une guerre contre toute la population civile du Liban et de Beyrouth, avec laquelle Israël entend occuper la partie sud du Liban qui va du fleuve Litani à l'actuelle frontière avec Israël. C'est dans ce but que les IDF (*Israel Defense Forces*, les forces armées d'Israël) ont attaqué les postes de la FINUL (4) sous mandat de l'ONU ; situés sur la bande frontalière israélo-libanaise (la dite *Ligne bleue*) elles ont pour but d'empêcher un affrontement militaire entre les armées des deux pays dans le respect de la « souveraineté territoriale » réciproque, de désarmer les milices du Hezbollah et de venir en aide à la population civile de la zone. Comme on le sait, la présence des casques bleus de la FINUL n'a empêché ni les milices du Hezbollah de continuer à s'armer et à lancer des roquettes sur les villes israéliennes proches de la frontière, ni Israël de répondre non seulement par des troupes au sol mais aussi par des frappes aériennes, comme il l'a fait récemment. Les « missions de paix » décrétées par les bourgeoisies du monde réunies au sein des Nations Unies n'ont jamais été et ne seront jamais en mesure d'assurer véritablement la paix dans des territoires où les conflits politiques et militaires sont toujours prêts à se réveiller (il suffit de se rappeler le massacre des musulmans bosniaques de Srebrenica, en Bosnie-Herzégovine, par les Serbes bosniaques pendant la guerre de Yougoslavie, sous les yeux des casques bleus hollandais qui avaient pour mission de les protéger). La paix n'a jamais été dans l'ADN de la classe bourgeoise dirigeante de quelque pays que ce soit : c'est une trêve provisoire dans des conflits armés et des guerres qui se déroulent même loin des États qui assurent des « missions de paix » dans le monde entier.

La guerre qu'Israël a étendue au Liban ne répond pas entièrement aux intérêts américains actuels, même si, après avoir décapité le Hamas, Israël parvient à faire de même avec le Hezbollah, neutralisant en grande partie les milices que l'Iran utilise pour maintenir Tel-Aviv sous une pression constante. Comme nous l'avons dit, la Maison Blanche n'a pas l'intention de déclencher dès maintenant une guerre contre l'Iran qui mettrait à feu et à sang l'ensemble du Moyen-Orient. Trop d'intérêts économiques et politiques seraient ébranlés à un moment où la situation ne permettrait pas à Washington, qui plus est dans le contexte d'élections présidentielles, de disposer d'un contrôle suffisant pour défendre ses intérêts dans la région.

Dans une certaine mesure, cepen-

dant, cette situation – qu'il serait erroné d'interpréter comme échappant des mains de la Maison Blanche – révèle une certaine faiblesse des États-Unis vis-à-vis de leur vassal/allié qui, dans une zone stratégique de grande importance comme le Moyen-Orient, pousse à avoir les mains plus libres dans la poursuite de ses intérêts spécifiques. Il est désormais clair que les États-Unis, tout en restant la première puissance impérialiste mondiale, ne sont plus en mesure comme autrefois de peser financièrement et militairement de manière décisive dans toutes les « zones de tempête » du monde ; il leur est de plus en plus difficile de forcer, à leur profit exclusif, l'action de leurs alliés, dont en réalité, ils ont un besoin accru pour maintenir leur position de premier acteur mondial : il faut leur accorder une certaine « liberté d'action », même si cette « liberté d'action » peut coûter beaucoup plus que prévu en termes non seulement financiers et économiques, mais aussi politiques et diplomatiques. Il n'est pas inutile de rappeler ici comment Moshe Dayan, « le héros de la guerre des Six Jours », interprétait la relation qui liait Israël aux États-Unis : « *Les Américains nous offrent de l'argent, des armes et des conseils. Nous prenons l'argent, les armes et refusons les conseils* » (5).

LES ÉTATS-UNIS ET ISRAËL SONT EN BONNE COMPAGNIE...

Il y a d'autres acteurs majeurs à garder à l'esprit.

La Chine, comme sur la « question ukrainienne », maintient une attitude ambiguë à l'égard des actions d'Israël, bien qu'elle ait eu, et ait toujours, une position officielle en faveur des « droits nationaux du peuple palestinien ». En revanche, elle n'a jamais caché son grand intérêt économique et politique pour le Moyen-Orient, dont la stabilité lui permet de renforcer les liens économiques et commerciaux avec les différents pays de la région ; elle est le premier acheteur de pétrole de l'Iran et de l'Arabie Saoudite, vis-à-vis desquels elle s'est engagée à normaliser leurs relations réciproques en poussant à la signature d'un accord entre Téhéran et Riyad le 10 mars 2023 à Pékin. Un accord par lequel Riyad entendait renforcer son rôle politique et militaire dans un Moyen-Orient de plus en plus instable, tandis que Téhéran cherchait à retrouver un rôle officiel dans les relations entre les pays de la région. Un accord qui, cependant, semble ne pas avoir la vie facile étant donné la situation de guerre déclenchée par Israël contre Gaza et le Liban, mettant en lumière les intérêts conflictuels entre les deux puissances régionales ; en effet, Téhéran soutient les Houthis yéménites qui atta-

quent les navires marchands américains en mer Rouge et dans le golfe d'Aden en solidarité avec les Palestiniens, tandis que Riyad soutient le gouvernement de Sanaa et continue de coopérer avec les États-Unis qui, pour leur part, ont engagé une véritable bataille navale contre les Houthis. La Chine, appelée par Riyad à intervenir pour apaiser les tensions croissantes avec Téhéran, réitère au Conseil de sécurité de l'ONU la nécessité de mettre fin aux attaques houthis en mer Rouge en même temps qu'aux bombardements israéliens sur Gaza. Cause toujours...

Depuis qu'Israël a déclenché la guerre générale contre Gaza, et maintenant aussi contre le Liban, la Russie a vu diminuer l'attention du monde sur la guerre en Ukraine (même Zelensky l'a remarqué) ; en octobre 2023, elle soulignait que « *chaque guerre aujourd'hui est favorable à la Russie* », soutenant que les guerres sont maintenant devenues la norme : « *Regardez, tout le monde est en guerre : l'Azerbaïdjan a attaqué l'Arménie et conquis le Karabakh, le Hamas s'est lancé contre Israël, et la Russie résout ses problèmes en Ukraine* », « *nous sommes entrés dans l'ère de l'instabilité et nous devons nous y habituer* » (6). En pratique, Moscou dit que les conflits locaux ne sont pas près d'être résolus et qu'il y aura toujours des guerres dans telle ou telle partie du monde, qui ne pourront qu'impliquer toujours plus les puissances impérialistes.

Mais, comme nous avons eu maintes fois l'occasion de démontrer dans notre presse, la réalité des guerres locales est présente depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale, et les puissances impérialistes sont rarement restées en dehors de cette réalité ; au contraire, elles en ont souvent été à l'origine.

La Russie n'a aucun intérêt à s'immiscer dans une guerre entre Israël et les Palestiniens dont elle s'est tenue à l'écart depuis des décennies ; elle s'est limitée à « condamner » l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 et à critiquer les attaques israéliennes à Gaza, appelant à un cessez-le-feu depuis novembre de l'année passée, comme du reste toutes les autres puissances non directement impliquées dans cette guerre (Brésil, Inde, etc.). Ce qui intéresse directement Moscou, ce sont ses seules bases militaires en Méditerranée, en Syrie, à Hmeimim pour la base aérienne et à Tartus pour la base navale, et les relations de plus en plus étroites avec l'Iran, avec lequel les échanges commerciaux sont très importants, notamment en ce qui concerne les fournitures militaires. Ces relations étroites avec l'Iran

(Suite en page 12)

Moyen-Orient ...

(Suite de la page 11)

ont bien sûr détérioré les relations, bien que mutuellement ambiguës, que Moscou entretenait avec Israël, surtout depuis qu'Israël a commencé à bombarder systématiquement Gaza puis le Liban dont le sud a été envahi une fois de plus à partir du 30 septembre dernier.

Quant à certaines puissances européennes dans la période récente, comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne (7), après avoir souligné qu'elles soutenaient Israël et son « droit d'exister et de se défendre », et après avoir entonné le refrain sur la « réponse militaire exagérée » d'Israël et sur la nécessité d'acheminer l'aide humanitaire à la population civile de Gaza et, par conséquent, sur la nécessité d'un cessez-le-feu pour secourir la population civile bombardée, elles ont réduit de manière drastique les livraisons d'armements (8), reprenant l'avertissement à Netanyahu de ne pas étendre la guerre au Liban et encore moins, à l'ensemble du Moyen-Orient. Nous avons vu ce que valait cet avertissement... la guerre s'est étendue et les armes et les financements à Israël continuent d'arriver grâce aux Etats-Unis.

De son côté, la France a également souligné hypocritement le « droit d'Israël à se défendre » et donc la nécessité de lui fournir des armes. Mais le 5 octobre après les coups de canon israéliens sur les positions de la FINUL au Liban pour qu'elle se déplace de plusieurs kilomètres afin ainsi de permettre aux troupes de Tel Aviv d'avancer sur le terrain pour combattre les milices du Hezbollah, elle a déclaré par la bouche du président Macron dans une interview sur France Inter (alors que des manifestations pro-palestiniennes se déroulaient à Paris, comme partout en Europe), qu'elle cesserait elle aussi les livraisons d'armes : « Arrêtez de fournir à Israël les armes qu'il utilise contre Gaza. On ne combat pas le terrorisme en sacrifiant des civils » ; mais l'Elysée a précisé ensuite que Paris continuait à fournir « les éléments nécessaires à la défense d'Israël » (9)...

Et quelle est la position de l'Italie ? C'est un alignement total sur les positions d'Israël, considéré comme une victime permanente du terrorisme arabe et islamique ; par conséquent, elle justifie la réponse militaire décisive contre le Hamas et ses dirigeants (quel que soit le pays où ils se réfugient), à Gaza tout d'abord, et contre les milices du Hezbollah qui, à partir du Liban, continuent à lancer des missiles et des drones contre Israël. Bien sûr, les paroles n'ont pas manqué pour les victimes civiles des bombardements à Gaza et, plus tard, au Liban ; mais ces paroles ont le même

goût amer que celles utilisées envers les migrants qui, traversant la mer dans des barges fuyant les guerres, l'oppression, la torture et la misère pour atteindre les côtes italiennes, sont laissés se noyer par centaines parce qu'ils ne sont pas secourus par l'État ; ces paroles cachent une réelle satisfaction de constater que les « ennemis » sont sérieusement frappés, qu'il s'agisse des terroristes du Hamas et du Hezbollah ou des migrants poussés par le désespoir vers les côtes italiennes.

Bien sûr, le gouvernement a été surpris de voir que les obus israéliens ne visaient pas seulement le Hezbollah et les Libanais, mais aussi les postes militaires italiens de la FINUL : « *c'est inacceptable !* » a été le mot le plus « dur » de Meloni à l'égard de Tel Aviv... puis tout a continué comme le voulait Israël. Quelques mots du ministre des affaires étrangères italien suffisent pour comprendre à quel point ces gens-là se soucient de la vie des civils palestiniens, libanais et syriens. Lors du « G7 Développement » (10) qui s'est tenu à Pescara du 22 au 24 octobre, sous la présidence de Tajani, ce dernier s'est fait l'habituel le porte-parole hypocrite des intérêts impérialistes réunis autour de cette table, à laquelle étaient également invité les représentants d'Israël, du Liban et de l'Autorité nationale palestinienne : « *Nous avons réitéré notre position sur le cessez-le-feu, mais le sujet de la réunion était l'aide humanitaire. Nous nous y sommes attardés, posant la première pièce d'une mosaïque pour construire la paix* » ; et, après avoir annoncé le programme d'aide italien de 25 millions d'euros pour Gaza, le Liban et le projet de reconstruction (des miettes comparées au milliard que l'Italie a donné jusqu'à présent à l'Ukraine pour la guerre contre la Russie), il a souligné que « *nous devons aussi réfléchir à organiser une conférence comme celle qui existe pour la reconstruction de l'Ukraine, pour le faire pour Gaza, mais aussi pour le Liban et pour les parties du nord d'Israël qui ont été touchées* ». Voilà le véritable objectif de toute bourgeoisie : préparer la reconstruction des régions et des pays détruits par la guerre que les bourgeoisies dirigeantes ont elles-mêmes déclenchées.

**DÉTRUISEZ, MASSACREZ,
DÉTRUISEZ... ON
RECONSTRUIRA ENSUITE ET
ON OUBLIERA LES
MASSACRES...**

La guerre bourgeoise signifie toujours destructions et massacres. Passé le temps des révolutions nationales, avec lesquelles la bourgeoisie capitaliste a fait faire de réels progrès à la société, la bourgeoisie de tous les pays est devenue belliciste, confirmant ce

que Marx et Engels écrivaient en 1848 dans *Le Manifeste* : **la bourgeoisie est toujours en lutte, d'abord contre l'aristocratie, plus tard contre les fractions de la même bourgeoisie dont les intérêts se heurtent aux progrès de l'industrie, et toujours contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers**. Nous pouvons seulement dire qu'à la lutte de la bourgeoisie contre les fractions qui s'opposent au progrès de l'industrie, s'est ajoutée la lutte contre les fractions de cette même bourgeoisie dont les intérêts s'opposent à ceux du capitalisme financier qui s'est développé précisément à travers le développement du progrès de l'industrie. Comme pour l'Ukraine, les respectables capitalistes se frottent les mains en élaborant des projets à milliards pour reconstruire ce qu'ils ont détruit. Mais l'intérêt pour Gaza et le Liban, déguisé en humanisme pour duper les populations locales et les électeurs ne réside pas seulement dans le commerce des armes pour une guerre qui doit durer longtemps, dans l'expérimentation de toutes les armes supertechnologiques possibles en vue d'une guerre mondiale et dans la vérification de la fiabilité et de la solidité des alliés des deux côtés ; il réside aussi dans la sécurisation dans un avenir proche des grands gisements sous-marins de gaz naturel au large de Gaza et du Liban. Pour toute puissance impérialiste, le contrôle des sources d'énergie est d'une importance vitale et devient de plus en plus une raison suffisante pour déclencher la guerre. Il va sans dire qu'Israël – dans la vision du Grand Israël, selon la Bible hébraïque, s'étendant de la Méditerranée à l'Euphrate – incluant donc la Palestine, le Liban, la Syrie et l'Irak – considère ces gisements comme sa « propriété », au même titre que la Turquie pour les gisements trouvés au large de Chypre. La transition énergétique des énergies fossiles vers les énergies renouvelables prendra des décennies et des décennies, mais le capitalisme n'attend pas. Alors même qu'il proclame qu'il œuvre pour la transition énergétique et qu'il lutte contre le réchauffement climatique, il dépense des milliards de milliards dans l'exploration et l'extraction du pétrole et du gaz, prouvant qu'il est un mode de production voué au saccaage de la vie naturelle et sociale sur la planète.

**C'EST LA LUTTE
RÉVOLUTIONNAIRE DU
PROLÉTARIAT QUI ARRÊTERA
LES GUERRES DE LA
BOURGEOISIE ET RENSERAS
SES POUVOIRS POLITIQUES**

Comment arrêter ce mode de production qui ne fait que provoquer des niveaux de pollution toujours plus élevés

et des massacres toujours plus grands ?

Le capitalisme, dans son développement effréné et incontrôlable, a pourtant créé les conditions historiques objectives d'un nouveau saut historique : il a créé le travail associé dans l'industrie et le travail salarié – c'est-à-dire la classe des prolétaires, des sans-patrie, des sans réserve. Cela a constitué un progrès révolutionnaire très important dans le développement de la vie sociale par rapport aux modes de production antérieurs ; mais par rapport aux exigences générales de la vie sociale et du bien-être de toute l'humanité, c'est devenu en même temps un obstacle à tout progrès humain réel. Les crises cycliques et guerrières dans lesquelles se précipite la société bourgeoise en sont la démonstration. Mais c'est la classe des sans réserve, des sans patrie, la classe internationale du prolétariat, avec sa lutte à la vie à la mort, qui a la tâche historique que la classe bourgeoise a eue de 1600 à 1800 : révolutionner toute la société de fond en comble.

Sauf que la nouvelle société qui naîtra de la révolution du prolétariat n'aura plus pour tâche d'établir une classe dirigeante et des classes dominées ; elle ne reposera pas sur l'oppression d'une grande majorité d'êtres humains par une petite minorité de privilégiés, elle n'aura plus besoin de gérer la vie sociale par l'argent, la production de marchandises, la production et la reproduction de la classe des travailleurs soumis à la dictature du capital. Elle utilisera le grand progrès industriel pour le diriger essentiellement vers la satisfaction des besoins de la vie sociale et du bien-être de toute l'humanité selon une planification intelligente des ressources naturelles et humaines, en harmonie avec les lois de la nature dont l'homme fait partie. Les marxistes appellent cette société de demain le **communisme** ; mais pour y parvenir, il faudra un renversement complet du pouvoir bourgeois actuel et de la puissance impérialiste des pays les plus forts. Le capitalisme n'est pas réformable, il n'existe pas de capitalisme à visage humain : il n'existe qu'un seul capitalisme avec ses oppressions, ses inégalités, ses guerres, qui durent encore en écrasant le prolétariat dans la misère et le désespoir.

Mais c'est de cette misère, de ce désespoir que le prolétariat prendra conscience à un moment donné et qu'il ne supportera plus parce qu'il constatera qu'il n'y a pas d'autre issue que de rompre tous les équilibres et déséquilibres de la société bourgeoise, avec l'assurance que la société nouvelle à laquelle il s'attellera sous la direction de son parti de classe, représentera vraiment le futur non seulement du prolétariat, mais de l'humanité où personne ne sera plus classé par catégories parce qu'il n'y aura

plus simplement que des travailleurs – et plus de salariés rivés à la production mercantile et au capital.

23/10/2024

(1) Voir à ce sujet la récente brochure *il comunista*, n° 19, *Medio Oriente e questione palestinese*.

(2) Cf. <http://www.ispionline.it/en/publication/usa-china-russia-and-the-others-as-the-world-takes-apart-in-the-war-hamas-Israel-151114>.

(3) Cf. <https://www.fiammanirenstein.com/articles/the-speech-si-netanyahu-all-over-the-field-of-peace-5048.htm> (*il Giornale*, 23 septembre 2023) ; et <https://www.valigiablu.it/relazioni-netanyahu-hamas/>, 28/11/2023.

(4) Selon le Financial Times, cité par *il Fatto Quotidiano* du 23/10/2024, on soupçonne l'armée israélienne « d'avoir utilisé du phosphore blanc, un produit chimique incendiaire, assez près pour blesser 15 casques bleus », après avoir pris connaissance du rapport « préparé par un pays qui fournit des troupes à la FINUL » ; le pays serait le Ghana, dont les troupes

sont positionnées à côté du poste de la FINUL confié à l'Italie.

(5) Cf. : *La notte di Israele*, Limes, Revue italienne de géopolitique, septembre 2024, p. 15.

(6) Cf. <https://www.asianews.it/news-it/La-Russia-between-Israel-and-Palestine-59353.html>

(7) Le chancelier Scholz, quelques jours après le début de la guerre contre Gaza, avait déclaré : « *En ce moment, l'Allemagne n'a qu'une place, et c'est aux côtés d'Israël. L'histoire de l'Allemagne et la responsabilité qu'elle a eue dans l'Holocauste nous obligent à maintenir la sécurité et l'existence d'Israël* », <https://it.euronews.com/2024/02/16/la-germania-puo-essere-imparziale-sulla-guerra-a-gaza>

(8) Voir <https://it.indideover.com/war/after-Great-Britain-also-Germany-decides-no-more-weapons-at-Israel.html>, 19 septembre 2024.

(9) Cf. *il Fatto Quotidiano*, 6 octobre 2024.

(10) Cf. <https://askanews.it/2024/10/22/new-aid-and-reconstruction-the-Italian-road-to-gaza-and-the-Lebanon/>

Syrie Le tyran est parti, l'ordre bourgeois et impérialiste reste

(Suite de la page 1)

naissance à des groupes armés. Alors qu'il était de plus en plus en difficulté par la progression des rebelles jusque dans la grande banlieue de Damas, le régime fut sauvé par l'intervention de l'aviation russe, des milices du Hezbollah libanais et des « Gardiens de la révolution » iraniens. De leur côté les forces rebelles se divisaient en « brigades » rivales, souvent soutenues et armées par des pays étrangers (Turquie, Arabie Saoudite, Qatar, Etats-Unis) alors que les partis d'opposition traditionnels, réunis dans un Conseil National Syrien, avaient démontré leur complète impuissance. Parmi les groupes rebelles prirent de plus en plus d'importance les éléments « djihadistes » et particulièrement ceux qui allaient constituer l'« Etat islamique » (Daech, E.I.) qui s'étendit à l'été 2014 sur une bonne partie de l'Irak et de la Syrie. Une Coalition internationale se mit alors en place sous l'égide des Etats-Unis pour combattre l'E. I. en Syrie et en Irak. Comprenant des pays arabes et européens, cette coalition fut rejointe l'année suivante (2015) par la Turquie après l'échec de ses tentatives d'accord avec l'Etat Islamique, tandis que la Russie et l'Iran affirmaient

combattre ce dernier en soutenant le gouvernement de Damas.

Si les actions militaires de la Coalition consistaient en Syrie surtout en bombardements aériens, près de 2000 soldats américains et des commandos français et anglais étaient présents sur le terrain pour appuyer les forces combattantes kurdes (Forces Démocratiques Syriennes, FDS). Sous le coup de ces attaques combinées l'EI battit peu à peu en retraite jusqu'à perdre en octobre 2017 presque tous ses ultimes bastions dans le nord de la Syrie et en particulier sa « capitale », Rakka, conquise par les FDS. De leur côté, les brigades rebelles en pleine déconfiture acceptèrent la signature d'un cessez-le-feu avec Damas ; mais les discussions organisées à Astana (Kazakhstan) par la Russie avec la participation de la Turquie et de l'Iran entre le gouvernement et 9 organisations rebelles ne débouchèrent pas sur un accord, et les combats se poursuivirent encore en 2018 (avec des bombardements occidentaux après une attaque chimique contre la dernière zone rebelle dans les environs de Damas). Les rebelles n'étaient plus alors concentrés que dans la région d'Idlib au nord-ouest

(Suite en page 14)

Syrie ...

(Suite de la page 13)

de la Syrie. Finalement l'administration Trump annonçait en décembre 2018 le retrait des troupes américaines, à l'exception d'un contingent d'environ un millier de soldats dans les régions pétrolières. En 2020 l'armée syrienne appuyée par l'aviation russe tenta de reconquérir la province d'Idlib, ce qui entraîna la fuite de centaines de milliers d'habitants et provoqua des affrontements avec les troupes turques avant qu'un cessez-le-feu ne gèle la situation. Depuis lors les combats avaient pratiquement cessé dans le pays, Damas contrôlant 70% environ de la Syrie, les FDS 20%, le reste étant sous domination de groupes liés à la Turquie et de rebelles islamistes.

Ce rapide rappel des principales étapes de la guerre civile permet de constater le rôle déterminant qu'ont joué les Etats impérialistes, grands ou petits, dans l'évolution de la crise syrienne. La présence d'une force authentiquement prolétarienne, c'est-à-dire d'un véritable parti révolutionnaire communiste (à la différence du parti prétendument « communiste » syrien, dont les différentes fractions étaient inféodées au pouvoir), aurait permis de donner une orientation de classe à la révolte en unissant les masses déshéritées contre pas seulement un homme ou un clan, mais contre le système capitaliste lui-même ; son absence laissa le champ libre aux orientations populaires et démocratiques petites bourgeoises correspondant à la nature interclassiste de la rébellion ; elles débouchèrent sur le ralliement aux forces bourgeoises religieuses et réactionnaires, inévitablement en quête de parrains étrangers pour résister à la violence du régime et pour se tailler un fief en se basant sur les divisions « ethniques », claniques ou religieuses.

Les interventions étrangères n'ont pas cessé avec l'offensive éclair des rebelles qui a conduit au renversement du pouvoir à Damas. La Syrie qui occupe une position stratégique au Moyen-Orient a toujours été historiquement au carrefour d'intérêts et de rivalités des grandes et moins grandes puissances, et elle l'est encore.

Le gouvernement Erdogan n'a pas fait mystère de son soutien aux rebelles, parmi lesquels se trouvent des groupes directement liés à l'Etat turc, regroupés dans l'« Armée Nationale Syrienne » (ANS). Des combats ont eu lieu entre l'ANS et les FDS kurdes dans le but de créer une « zone tampon » sous contrôle de l'armée turque ; les FDS, appuyées par l'aviation américaine, ont profité de

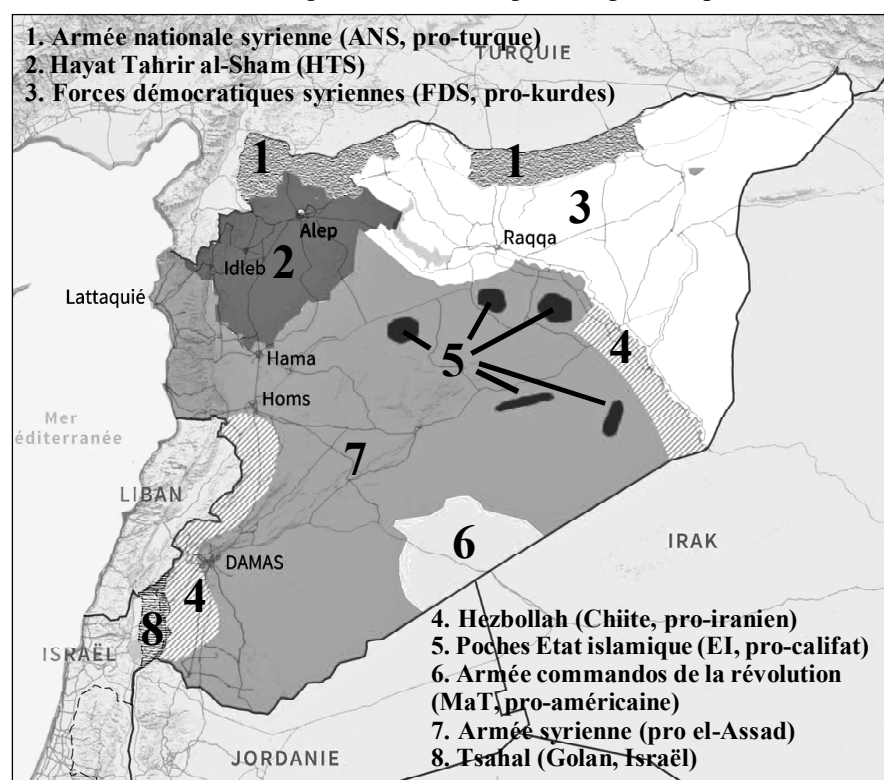
l'offensive rebelle pour s'emparer de nouveaux territoires ; Israël n'a pas attendu avant d'occuper des zones stratégiques en territoire syrien et de déclencher une intense campagne de bombardements pour détruire les installations et les équipements de l'armée, de l'aviation et de la flotte syriennes : il s'agit d'empêcher qu'un futur régime à Damas puisse avoir les moyens militaires de lui tenir tête ; les Américains ont de même annoncé avoir « massivement » frappé dès le lendemain de la chute de Assad des dizaines de cibles dans le centre du pays, officiellement pour empêcher le retour de Daech ; les Français ont suivi, à leur échelle évidemment réduite ; et enfin, les Russes ont contacté les chefs rebelles qu'ils bombardaient quelques jours avant, pour essayer de sauver leurs bases en Syrie, qui ont pour eux une grande importance, y compris pour leurs opérations en Afrique...

La chute rapide et inattendue du gouvernement s'explique par le fait que ses alliés russe, iranien et libanais n'étaient plus en mesure de lui apporter un soutien significatif ; la Russie était occupée par la guerre en Ukraine, le Hezbollah par la guerre au Liban et les bombardements israéliens avaient sérieusement affaibli la présence militaire iranienne en Syrie. Restée seule face aux rebelles, l'armée syrienne n'était plus en mesure d'apporter une résistance militaire sérieuse : mal nourris, mal payés, démoralisés, parfois enrôlés de force, les soldats n'avaient aucune envie de mourir pour défendre le régime.

La principale force parmi les rebelles victorieux est *Hayat Tahrir al-Sham* (HTS) ; il s'agit d'un groupe issu du Front Al-Nosra, une des organisations djihadistes les plus puissantes, liée d'abord à l'Etat Islamique, avant de le combattre et de se rallier à Al Quaida (l'organisation fondée par Ben Laden) dont il se séparera finalement en 2016. Fondé en 2017 par la fusion du Front Al-Nosra avec d'autres organisations islamistes, HTS, qui n'avait pas été conviée aux négociations d'Astana, devint l'organisation dominante dans la province d'Idlib où il mettra sur pied une institution quasi-étatique, le « gouvernement de salut syrien », chargé d'administrer la région. La presse occidentale a fait crédit au GSS de ne pas faire œuvre de brutalité comme l'Etat Islamique ni de commettre d'exactions contre les minorités comme l'Armée Nationale Syrienne : en fait le GSS se comportait comme un gouvernement bourgeois réactionnaire classique fondé sur la religion islamique, n'hésitant pas à réprimer ses opposants.

Dès son arrivée à Damas HTS a montré qu'il entendait promouvoir un gouvernement du même type pour la Syrie. Il est entré en contact avec le Premier ministre du gouvernement Bachar El Assad qu'il combattait jusqu'à ce jour, il a assuré ne pas vouloir toucher aux structures du régime (à part les organes de sécurité) et il a désigné les membres du GSS comme premier ministre et ministres d'un « gouvernement de transition » provisoire.

Forces armées en présence avant la prise du pouvoir par HTS



Le pays se trouve dans une situation économique catastrophique : le PIB aurait reculé, selon la Banque Mondiale, de plus de 80% depuis 2010, la production industrielle et agricole s'étant effondrées (seule l'exportation de captagon, une drogue produite sur place, était florissante, dépassant toutes les exportations légales); l'inflation était, selon les chiffres officiels, supérieure à 120%, le taux de chômage était estimé être de plus de 60% et même de 90% chez les jeunes. En résultat, 95% de la population se trouve sous le seuil de pauvreté...

Dans ces conditions tout pouvoir bourgeois à Damas n'a pas d'autre solution pour faire redémarrer l'économie que de s'appuyer sur les structures encore debout du régime pour extorquer de la plus-value aux prolétaires tout en leur imposant la crainte de l'autorité, et attirer des investissements étrangers en démontrant sa capacité de maintenir l'ordre. Les médias parlent beaucoup d'une «transition pacifique», de l'établissement d'une véritable démocratie en Syrie, etc., mais l'avenir sera inévitablement placé sous le signe de l'exploitation, de la violence et de la répression.

Les prolétaires n'ont pas besoin d'une mensongère démocratie qui lais-

serait intacte la domination bourgeoise; ils ont besoin de détruire de fond en comble les structures du pouvoir dictatorial du clan d'El Assad et tout l'Etat bourgeois pour instaurer leur propre dictature, indispensable pour déraciner le capitalisme. Cela nécessite l'apparition et le développement de la lutte de classe, la constitution du parti de classe, communiste et international, pour diriger cette lutte jusqu'à la révolution et après sa victoire. Une telle perspective n'est malheureusement pas immédiate. Les craintes manifestées par les impérialismes du « chaos » que pourrait engendrer la chute du régime El Assad à Damas ou le ralliement aux rebelles de nombreuses forces gouvernementales, y compris du parti Baas à la tête du pays depuis 60 ans, témoignent de la compacité du front contre-révolutionnaire et anti-prolétarien, en dépit des affrontements armés qui les ont opposés. En paraphrasant ce qu'écrivait Marx lors de la Commune de Paris, on peut dire que tous ces groupes, partis ou gouvernements ne font qu'un face au prolétariat ; ils n'entendent laisser aucun espace pour l'apparition de mouvements remettant en cause l'ordre bourgeois. L'euphorie actuelle ne pourra longtemps cacher la réalité: les prolétaires syriens

ont face à eux des ennemis tout aussi implacables que le clan Assad et ils devront lutter contre eux, pied à pied sans se laisser arrêter par les illusions démocratiques, les divisions religieuses, communautaires ou nationales.

Le tyran a été renversé, il reste l'ordre bourgeois et impérialiste qu'il faudra renverser, en union avec les prolétaires de tous les pays !

14/12/2024

**La Syrie dans la perspective marxiste
De la colonisation française à la guerre civile**

(Brochure le «prolétaire», Mars 2015, format A5, 68 pages, Prix : 2 €)

• Introduction

Première partie :

- La domination sanglante de l'impérialisme français (2011)
- La domination française (2012)
- La Syrie indépendante (2013)
- L'économie syrienne (2013)
- Quelques chiffres économiques de la Syrie

Deuxième partie :

- Non à la mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan (2014)
- A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie ! (2014)
- Nouveau massacre en Syrie après d'autres, avec des armes chimiques ou conventionnelles : les impérialistes attendent l'occasion pour intervenir et ramener la paix... des cimetières. Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre ! (2013)
- La révolte atteint la Syrie : le régime répond par des massacres ! (2011)

L'élection de Trump et la classe ouvrière américaine

Alors que les sondages d'opinion annonçaient plutôt la victoire de Kamala Harris et en tout cas un score serré, l'ancien président Donald Trump a cependant été largement réélu pour un deuxième mandat après sa défaite en 2020 ; non seulement il a remporté le plus grand nombre de « grands électeurs » élus dans les divers Etats, mais c'est lui qui a aussi réuni sur son nom le plus grand nombre de voix au niveau national – la première fois pour un président républicain depuis George Bush en 2004 : 50,1 % des suffrages contre 48,3 % à Kamala Harris, tandis que lors de sa victoire en 2016, il n'avait réuni que 45 % des suffrages (contre 48,2 % pour Hillary Clinton). Alors que le pourcentage des abstentionnistes a été plus élevé que lors de la dernière élection présidentielle (36 % contre 34 % en 2020, le plus faible taux depuis des décennies, et 40 % en 2026) il a recueilli plus de 2 000 000 de voix supplémentaires, tandis que la candidate démocrate en perdait plus de 8 millions. Les analyses du suffrage montrent que l'abstention a progressé dans les endroits qui avaient voté majoritairement démocrate en 2020 ; le pourcentage de votants pour Kamala

Harris a diminué parmi Blancs comme parmi les Noirs et les Latinos, parmi les hommes comme parmi les femmes (en proportion égale) ; elle n'a augmenté son score par rapport à celui de Joe Biden que parmi les électeurs de plus de 65 ans et ceux aux revenus les plus élevés (plus de 100 000 dollars par an) (1).

Ces quelques chiffres montrent que la défaite électorale de la candidate démocrate n'est pas principalement due à des préjugés racistes ou misogynes.

Ni les outrances verbales et les fake news du candidat Trump et de ses partisans, ni les appels à voter pour Harris au nom de la défense de la démocratie contre un « fasciste » condamné par les tribunaux, ni les prises de position des stars du show-biz, ni les déclarations des grands économistes sur la bonne santé de l'économie américaine, n'ont pu réussir à susciter une mobilisation des électeurs comparable à celle qui s'était traduite par la victoire de Joe Biden en 2020.

Pour des millions d'électeurs de ce dernier, surtout parmi les couches les moins favorisées, c'est la désillusion et le mécontentement qui dominent : au

(Suite en page 16)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

**La Syrie dans la perspective marxiste
De la colonisation française à la guerre civile**

35

L'élection de Trump et la classe ouvrière américaine

(Suite de la page 15)

cours de ces 4 ans les inégalités se sont accrues ; les plus pauvres, les prolétaires, se sont appauvris et même des secteurs des classes moyennes ont été frappés par une inflation inconnue à ce niveau depuis une quarantaine d'années : seuls les capitalistes et les investisseurs en bourse ont vu leurs gains progresser, parfois de façon spectaculaire.

Les élections sont toujours un reflet très déformé de l'état d'esprit de la population en général et des prolétaires en particulier tant le système démocratique a été perfectionné au fil des décennies pour intoxiquer les exploités, réduits à l'état d'électeurs gorgés de propagande. Le cirque électoral, richement doté (on calcule que près de 16 milliards de dollars ont été dépensés par les divers partis pour le cycle électoral de cette année, un record) (2), a pour première fonction de détourner les aspirations, les frustrations, le mécontentement des électeurs sur le terrain inoffensif pour l'ordre bourgeois de la compétition entre différents partis et candidats au service des capitalistes (quand ces candidats ne sont pas eux-mêmes des milliardaires comme Trump – le candidat soi-disant adversaire des élites et de l'establishment!). Comme le disait Lénine, en citant Marx : le « *trait essentiel de la démocratie capitaliste* » est d'autoriser « *les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement !* » (3).

Ce mécontentement des prolétaires dont on peut retrouver la trace dans les péripéties électorales, se manifeste sur le terrain réel des rapports entre les classes par un renouveau de la combativité ouvrière. La grève de plus de 30 000 ouvriers de Boeing pendant 7 semaines qui ont refusé par deux fois les accords conclus entre la direction et le syndicat IAM, en est l'exemple le plus récent. Selon les statistiques officielles, qui ne répertorient que les grèves de plus de 1000 travailleurs, en 2023 (derniers chiffres disponibles) plus de 450 000 prolétaires se sont mis en grève, un nombre qui n'avait pas été connu depuis plusieurs années (4).

L'élection de Trump représente l'accession à la présidence d'un adversaire des prolétaires ; mais Biden-Harris et le parti démocrate ont démontré, si cela était encore nécessaire, qu'ils n'étaient

en rien, comme aiment les présenter les directions syndicales ultra-opportunistes, des « amis des travailleurs » ; ils n'ont pas hésité à casser des grèves comme celle des cheminots, à intervenir pour faire cesser d'autres comme à Boeing, ou à expulser plus d'immigrés sans papiers que Trump. Ceux qui, en dépit de la politique criminelle à l'extérieur (Israël...) et la politique anti-ouvrière à l'intérieur des Démocrates, appellent les prolétaires à les soutenir au nom du « moindre mal » ou de la « défense de la démocratie », sont en fait les adversaires les plus insidieux du prolétariat. Pour se défendre contre les capitalistes et leur Etat, les prolétaires ne peuvent en effet compter que sur leur lutte propre, de classe ; il leur faut rejeter non seulement les orientations nationalistes, racistes et xénophobes répandues principalement (mais pas uniquement) par les courants de droite et d'extrême droite : ils doivent aussi rompre avec tous les faux « amis » qui les enchaînent dans la mortelle collaboration de classe avec les capitalistes dans laquelle leurs intérêts sont sacrifiés à ceux de l'entreprise ou de l'économie nationale.

La période qui s'ouvre sera inévitablement marquée par des attaques redoublées contre les prolétaires américains, non à cause de la volonté maléfique d'un Donald Trump, mais parce que les difficultés économiques des Etats-Unis et l'aggravation des tensions inter-impérialistes l'exigent. Comme leurs camarades des autres pays, les prolétaires américains devront retrouver la voie de la lutte et de l'organisation indépendantes de classe pour y faire face ; mais il leur faudra aussi reconstituer leur **parti de classe internationaliste et international** : une tâche en rien facile et rapide, mais indispensable pour que les combats qui s'annoncent pour la classe ouvrière puissent être dirigés vers le renversement révolutionnaire du capitalisme.

(1) <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/11/12/what-numbers-actually-say-about-2024-election/>

(2) <https://www.opensecrets.org/2024-presidential-race>

(3) cf. Lénine, « l'Etat et la révolution » ch.5 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er5.htm#c5.2>

(4) <https://www.bls.gov/wsp/>

Canada

Le premier ministre québécois à l'attaque contre les prolétaires immigrés en s'inspirant de la politique française

La récente visite du premier ministre François Legault en France début octobre a été l'occasion pour le gouvernement provincial du Québec de se mettre au diapason de l'Etat français en ce qui a trait aux politiques liées à l'immigration. En effet, les différents gouvernements français du passé ont un long historique de promulgation de politiques répressives contre les travailleurs étrangers. La dernière « loi Darmanin » en rajoute une couche particulièrement raciste et anti-ouvrière en ce qu'elle est la culmination d'attaques particulièrement agressives de la bourgeoisie ciblant les parties les plus exploitées, les plus précaires et dominées du prolétariat (1).

C'est dans ce contexte que Legault puise son inspiration politique réactionnaire en France. Au Québec comme en France, le problème serait, chantent en cœur certains secteurs des bourgeoisies québécoise et française, l'immigration trop massive. Et Legault d'entonner : « *J'entendais Emmanuel Macron dire*

la semaine dernière que les Français se sentaient bousculés par l'immigration. Moi, je sens exactement la même chose du côté des Québécois (2). »

Le gouvernement du Québec se sert donc de l'immigration pour titiller la fibre nationaliste et chauvine déjà sensible des Québécois. Jouant sur le fait qu'au sein du Canada, les francophones ont historiquement eu une position d'infériorité relative face aux anglophones, l'immigration devient aux yeux des conservateurs de la Coalition Avenir Québec (CAQ) – le parti actuellement au pouvoir – un danger existentiel pour la nation québécoise. Legault, avec sa prise de position lors de sa visite en France, vise en fait directement le gouvernement fédéral canadien en l'accusant de vouloir sciemment noyer le Québec d'immigrants. Le gouvernement Legault se positionne ainsi comme la victime au sein du Canada et joue la carte xénophobe de « l'insécurité identitaire » des Québécois. En d'autres

termes, le gouvernement fédéral ferait exprès d'envoyer un nombre jugé proportionnellement trop grand d'immigrants étrangers à la culture occidentale (donc, un danger pour la civilisation en général) et ne parlant pas le français (donc, un danger pour la nation québécoise en particulier) afin d'amoindrir toujours davantage le poids des francophones au sein du Québec et du Canada. Les immigrants deviennent encore une fois les bouc-émissaires des querelles entre chauvinismes canadien et québécois.

Qu'est-ce que Legault propose ? Tout simplement d'expulser la moitié des quelques 160 000 demandeurs d'asile actuellement sur le sol québécois vers les autres provinces canadiennes. De même, Legault entend s'inspirer des lois anti-immigration françaises en demandant « à Ottawa d'instaurer des zones d'attente pour les demandeurs d'asile comme il se fait en France (...) » (3) » En d'autres termes, Legault demande au gouvernement fédéral de mettre sur pied ce genre de centres de détention que la bourgeoisie nomme par euphémisme cynique des « zones d'attente » – qui ne sont d'ailleurs pas autre chose que des prisons – dans lesquels on enferme les prolétaires migrants en situation irrégulière en attendant de pouvoir les expulser, pratique qui est dorénavant monnaie courante en France et comme ailleurs en Europe.

Bref, c'est une politique franchement réactionnaire et raciste que le gouvernement Legault souhaite mettre de l'avant, une politique visant directement à saper l'unité potentielle de la classe ouvrière et de ses luttes en se servant des populations immigrantes comme d'un épouvantail politique bien commode. En effet, « [e]n s'acharnant plus particulièrement sur la partie immigrée du prolétariat, c'est tout le prolétariat que la bourgeoisie attaque (4). » En d'autres mots, quand le gouvernement du Québec mène des attaques spécifiques contre les travailleurs migrants et sans papiers, c'est qu'il vise à faire d'une pierre deux coups : d'abord, il s'agit de s'attaquer aux conditions de vie et de travail des prolétaires immigrés afin d'augmenter encore davantage l'exploitation de ceux qui sont en mesure de rester et de fragiliser drastiquement l'existence des expulsés, ensuite il s'agit d'atteler les travailleurs « de souche » à la remorque de la con corde nationale et de la collaboration de classe en leur faisant croire que les immigrants sont la source de leur difficultés socio-économiques.

Les prolétaires doivent refuser ce chantage chauvin imposé par la bourgeoisie québécoise qui ne vise qu'à les

diviser afin de les attaquer plus efficacement ; ils ne forment qu'une seule classe internationale – quels que soit leur origine ethnique, religieuse, nationale – dont la défense des conditions de vie et de travail nécessite impérieusement une solidarité de **tous** les prolétaires contre leurs patrons directs sur les lieux de travail d'abord, mais encore plus contre l'ensemble de la bourgeoisie nationale d'un point de vue plus général. La lutte contre tout contrôle de l'immigration est donc une lutte qui doit mobiliser tous les prolétaires, non pas parce qu'il s'agirait d'un devoir moral de « revendiquer des idéaux intemporels, démocratiques et humanitaires comme la « liberté », « l'égalité », le « droit », mais bien parce qu'il s'agit d'une exigence internationaliste intrinsèque au combat de classe que « d'unir les rangs prolétariens, notamment en faisant comprendre aux ouvriers autochtones la nécessité, pour les besoins mêmes de la lutte de toute la classe ouvrière, de refuser toute situation de privilège, toute discrimination et toute manœuvre de division de la part de la bourgeoisie (5). »

Contre le contrôle de l'immigration, contre les politiques chauvines,

Contre les discriminations et les expulsions,

Pour la liberté de mouvement des travailleurs migrants !

Contre la collaboration de classe et l'unité nationale !

Pour l'unification de tous les prolétaires, pour la défense exclusive des intérêts prolétariens !

20/10/2024

(1) Voir notre texte « Lutte de classe contre la loi immigration et toutes les attaques anti-ouvrières ! », *Le Prolétaire*, N° 551, Décembre 2023 - Janvier 2024.

(2) <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/821007/recu-premier-ministre-francais-matignon-legault-discute-immigration>.

(3) <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2109456/francois-legault-france-matignon-immigration-barnier>.

(4) « Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration », Brochure *Le Prolétaire* n° 12, janvier 1980, https://pcint.org/40_pdf/18_publication-pdf/FR/12_contre-controle-immigration.pdf, p. 15.

(5) Ibid., p. 18.

Guerre russo-ukrainienne «Une immense armée de déserteurs»

SUR LE FRONT UKRAINIEN

Dans un article du *Monde* du 26/10 un écrivain ukrainien décrivait ainsi la situation en Ukraine: « nous avons une immense armée de déserteurs qui se balade dans le pays ». Ancien soldat, il s'alarmait du « désespoir des combattants » au front depuis 3 ans sans espoir de relève et de la « difficulté à mobiliser des troupes » ; en effet: « Si une personne rejoint l'infanterie, elle sait qu'elle ne survivra pas trois ans. (...) Quelle est la solution pour eux ? La désertion ».

Les soldats ukrainiens sont donc nettement moins enthousiastes pour la poursuite de la guerre que les soutiens d'« extrême gauche » à l'Ukraine style NPA (2). Selon le *Financial Times* le nombre de déserteurs de janvier à octobre de cette année a été deux fois plus élevé que pendant les deux années précédentes: les tribunaux ukrainiens ont enregistré 60 000 cas au cours des 10 premiers mois de 2024 (3). D'après l'Associated Press le Bureau du Procureur Général indique que 100 000 soldats ont été accusés de désertion devant les tribunaux depuis le début de la guerre.

D'autres sources estiment que ces chiffres sont sous-estimés et qu'en réalité le nombre de déserteurs est bien supérieur (4). Certains militaires envoyés à l'étranger pour se former en profitent pour quitter le pays: il y en aurait une dizaine par mois en Pologne. On a récemment appris que parmi les militaires de la brigade «Anne de Kiev», une cinquantaine en aurait profité de leur formation en France pour désertir et plus de 1700 n'auraient pas rejoint leur unité en Ukraine (5).

Pour essayer d'enrayer ce phénomène une loi a été votée le 21/11 qui dispense de peine de prison les déserteurs qui retourneraient au front ; mais son efficacité semble réduite. Début octobre des centaines de soldats ukrainiens de la 123ème Brigade avaient abandonné les combats meurtriers à Vuhlevar et étaient rentré chez eux: quelques-uns sont retournés au front, mais la plupart se cachent toujours.

Quoi qu'il en soit, pour faire face au manque de soldats, les autorités multiplient les contrôles dans les rues et les lieux de réunion pour trouver les per-

(Suite en page 18)

Guerre russo-ukrainienne «Une immense armée de déserteurs»

(Suite de la page 17)

sonnes qui essayent d'échapper à l'enrôlement – suscitant parfois des réactions violentes.

De plus le gouvernement ukrainien, comme l'avait fait le gouvernement russe, s'est tourné vers des prisonniers: plusieurs milliers ont été ainsi libérés pour être envoyés au front. Zelensky avait déjà fait appel à des mercenaires étrangers, comme en particulier des militaires colombiens, attirés par centaines par une solde 4 fois plus élevée que dans leur pays. Mais tout cela ne suffit pas et les autorités ukrainiennes sont sous la pression des Anglo-Américains pour augmenter le nombre de recrues.

DE L'AUTRE CÔTÉ DU FRONT

Du côté russe les problèmes de recrutement se posent aussi ; jusqu'ici les autorités n'ont pas voulu décréter une mobilisation générale par crainte d'ébranler la paix sociale ; la mobilisation partielle en septembre 2022 de plusieurs centaines de milliers d'hommes avait entraîné des réactions hostiles allant de manifestations aux départs pour l'étranger de centaines de milliers de personnes. Depuis lors, étant donné que les campagnes d'engagement volontaire ne donnent pas de résultats suffisants, l'armée a eu recours aux prisonniers ; puis au recrutement de soldats à l'étranger : des milliers d'Indiens, Népalais, Afghans, Yéménites, etc., ou des migrants, se sont enrôlés dans l'armée russe, attirés par une solde avantageuse et la promesse d'obtenir la nationalité russe au bout d'un an de service. Enfin la Corée du Nord a envoyé des milliers de soldats servir de chair à canon sur le front russe.

Mais les désertions sont également nombreuses, et même des actes de violence contre les officiers selon les informations diffusées par un collectif anarchiste de Kharkov (6). Selon la Cour suprême de Russie, pour la première moitié de l'année 2023 plus de 1200 soldats furent condamnés pour divers actes d'indiscipline (non spécifiés) contre 543 pour la même période de 2022. Fin octobre 2023, 150 soldats à Voronej, engagés et conscrits, refusèrent de partir pour le front ; malgré les intimidations de la hiérarchie, une trentaine qui refusaient toujours furent jetés en prison et menacés d'être fusillés. Quelques-uns réussirent à s'enfuir.

La situation au sein de l'armée russe a continué à se dégrader depuis ; le nombre de désertions, en augmentation de-

puis mars 23, a atteint au mois de juillet 2024 près de 1000 cas déferés devant les tribunaux. Au mois de novembre, un millier de soldats de la 20ème division de Fusiliers Motorisés stationnés à Volgograd auraient déserté.

Une autre source russe a répertorié en juin dernier plusieurs cas d'officiers tués par des soldats et des dizaines de cas de résistance violente contre des sergents-recruteurs de l'armée (7).

Le collectif anarchiste a publié un message reçu début septembre depuis la région séparatiste de Donetsk : « *Les militaires qui prennent la fuite sont de plus en plus nombreux (...). Mais le plus triste est que si vous commencez à dire aux gens que les soldats doivent désertier l'armée et retourner leurs armes contre ceux qui sont au pouvoir, les gens vont écarquiller les yeux et dire : "vous voulez que 1917 se reproduise ? (...). Il vaut mieux que nous supportions, sinon ça ira encore plus mal" »* (8).

C'est pourtant la solution: transformer la guerre impérialiste en guerre civile, retourner les fusils contre les dirigeants ; alors comme le disent les paroles de l'Internationale: *ils sauront que nos balles sont pour nos propres généraux !*

Notes:

(1) Le NPA-Besancenot avait refusé de faire partie de la liste de la France Insoumise aux élections européennes de juin parce qu'il trouvait qu'elle ne soutenait pas assez l'Ukraine. Il est membre d'un « Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine » (RESU) aux côtés des Verts, de l'Union Syndicale Solidaires, de petites organisations de gauche et de diverses associations. Le but essentiel du RESU semble être d'obtenir du gouvernement qu'il livre davantage d'armes à l'Ukraine: un réseau clairement aligné sur l'impérialisme occidental.

(2) <https://www.ft.com/content/9b25288d-8258-4541-81b0-83b00ad8a03f>

(3) *Financial Times* 1/12/2024

(4) Un journaliste ukrainien se lamentait ainsi début septembre sur sa page Facebook: « *J'ai dit et je redis que le nombre de déserteurs a déjà dépassé 150.000 personnes et approche les 200.000. Avec la dynamique actuelle, on peut prédire 200.000 déserteurs d'ici décembre 2024* ».

(5) *Le Monde*, 4/1/25

(6) assembly.org.ua, cité de façon déformée par *Il Manifesto*, 4/12/2024. Les informations de Assembly sont souvent publiées par le site trotskyste [wsws.org](https://www.wsws.org).

(7) voir la chaîne Telegram russe <https://t.me/mobdnrlive>

(8) <https://libcom.org/article/catastrophe-somebody-salvation-others-desertion-flooding-ukraine>

Une victoire de la démocratie en Corée du Sud ?

Le 3 décembre à 23 heures le président Yoon Suk-Yeol annonçait à la télévision l'instauration de la loi martiale, nécessaire selon lui pour protéger la Corée du Sud « *des forces communistes de la Corée du Nord et éradiquer les abjectes forces anti-étatiques pro-nord-coréennes* » (...) En effet « *le parti d'opposition [le Parti Démocrate-NdIR] a paralysé le gouvernement, à des fins de destitution, d'enquêtes spéciales et pour protéger son leader de poursuites judiciaires* ». C'était la première fois que la loi martiale était décrétée depuis 1980 et le massacre de Gwangju qui avait suivi...

Le décret sur l'état d'urgence publié peu après stipulait l'interdiction de toute activité politique, la dissolution de l'Assemblée nationale et des conseils locaux, le contrôle des médias par l'armée, l'interdiction des réunions, des manifestations, des grèves, la possibilité d'arrestations et de perquisitions sans mandats, etc. Une liste de personnes à arrêter avait été préparée; elle comprenait des responsables du Parti Démocrate

mais aussi de certains responsables du PPP (Parti du Pouvoir Populaire, le parti au pouvoir) critiques du président, de certains juges de la Cour suprême, etc. Les forces spéciales chargées d'assassiner les responsables nord-coréens en cas de guerre avaient été mobilisées: il semble qu'il était envisagé d'assassiner plusieurs personnalités et d'imputer ces crimes à la Corée du Nord...

Mais les députés qui avaient réussi à se réunir dans la nuit malgré le blocage de l'armée votèrent à l'unanimité des présents (190 sur 300) contre l'état d'urgence et finalement le président reculait: il annonçait quelques heures plus tard la levée de la loi martiale et le retrait de l'armée. Le lendemain le ministre de la défense démissionnait (il sera arrêté un peu plus tard et tentera de se suicider en prison) et une procédure de destitution était lancée contre le président. Des dizaines de milliers de personnes manifestèrent pour exiger que Yoo quitte le pouvoir.

Les médias internationaux pouvaient

alors se réjouir que la démocratie coréenne avait bien fonctionné et démontré qu'elle était capable de résister à l'initiative irrationnelle et désespérée d'un président qui avait «perdu la tête».

Cependant la tentative «inattendue» d'auto-coup d'Etat de Yoon Suk-Yeol était tout sauf un coup de tête; si sa réalisation a été hasardeuse elle était vraisemblablement envisagée depuis plusieurs mois, au moins depuis juillet selon l'aveu de responsables militaires.

Ancien procureur, célèbre comme pourfendeur intraitable de la corruption y compris des plus hautes personnalités politiques ou économiques, Yoon Suk-Yeol fut nommé candidat du PPP aux élections présidentielles de mai 2022 sur un programme comprenant des promesses de dérégulation, un durcissement de la politique envers la Corée du Nord, un rapprochement plus marqué avec les Etats-Unis ainsi que des mesures réactionnaires comme la suppression du ministère de l'égalité des sexes (alors que c'est le pays de l'OCDE ou l'écart des salaires entre hommes et femmes est le plus élevé) etc. Elu de justesse face au candidat du Parti Démocrate (centre), comme il ne disposait pas de majorité au parlement il rencontra des difficultés pour mettre en oeuvre les mesures anti-prolétariennes demandées par le patronat.

Alors qu'il espérait remporter les élections législatives du printemps 2024, le PPP essuya une défaite retentissante. En juillet la KCTU appela à une mobilisation de 15 jours (manifestations, grèves sectorielles) contre le projet de réforme du travail, des retraites et de l'enseignement, et la répression des luttes ouvrières; ce qui suscitait le plus la colère était la légalisation de la semaine de 69 heures.

L'action de la KCTU n'arrêta pas les mesures autoritaires contre les grèves et les médias auxquelles se sont ajoutés les procès intentés envers les personnalités d'opposition. Le président mit son veto à une vingtaine de lois votées par le Parlement tandis que le Parti Démocrate mettait en accusation les juges qui lui étaient hostiles, et dénonçait la corruption de l'épouse de Yoon Suk-Yeol. Le vote du budget pour 2025 était bloqué...

* * *

La Corée du Sud, peuplée de 51 millions d'habitants, se range parmi les grandes puissances économiques: elle se situe au neuvième rang dans le monde pour ce qui est du PIB, au sixième pour la production industrielle, elle est le huitième exportateur mondial et le cinquième pour ce qui est des produits de haute technologie, etc.

Cela n'a pas toujours été le cas; après les ravages de la guerre de Corée, elle était jusque au début des années soixante un pays peu développé, plus pauvre

que la Corée du Nord et largement agricole: plus de 60% de la population vivait alors à la campagne, contre 5% actuellement. Sous la dictature militaire de Park Chung-hee (à la tête du pays de 1963 à 1979) la Corée du Sud va connaître une industrialisation rapide, grâce en particulier aux financements des Etats-Unis soucieux de faciliter le développement économique de leur protégé dans une région stratégique face à la Corée du Nord et ses parrains russe et chinois. La situation géo-stratégique a été et reste jusqu'à nos jours un facteur déterminant de la politique y compris intérieure de la Corée du Sud, à la résultante de confrontations inter-impérialistes. C'est ainsi que la guerre du Viêt-Nam (où participèrent 350 000 soldats sud-coréens) (1) donnera un coup de fouet à l'économie du pays.

En 1979 Park Chung-hee fut assassiné au siège de la CIA sud-coréenne et un autre général prit sa place. Pour mettre fin aux manifestations contre la dictature à un moment où le pays était en proie à une grave crise économique, la gouvernance militaire décréta en mai 1980 la loi martiale dans tout le pays; à la suite d'exactions de la police et de l'armée une véritable insurrection se rendit maître de la ville de Gwangju dans le sud du pays, et le mouvement s'étendit à d'autres villes de la région, jusqu'au grand port de Pusan. Mais, foncièrement pacifistes, les petits bourgeois démocrates qui se trouvaient à la tête de ce soulèvement spontané ne surent pas organiser la défense face à l'armée qui se livra à une orgie de répression: le massacre fit probablement de 1000 à 2000 morts.

Vers la fin des années 80, alors que la croissance économique bat son plein, la classe dominante se trouva face à une situation de montée des tensions sociales et des luttes ouvrières. La mort d'un dirigeant étudiant sous la torture provoqua une vague de grandes manifestations pour la démocratie en juin 1987. Après des premières concessions des militaires, des grèves, le plus souvent spontanées, donc illégales, souvent féroce réprimés, éclatèrent; à partir des grandes entreprises, elles s'étendirent rapidement à tout le pays, passant de 276 en 1986 à 3749 en 1987; on enregistra des centaines d'actions de protestation ouvrières (débrayages, grèves, occupations, prises d'otages, manifestations) par jour pendant l'été; plus de 3000 nouveaux syndicats se formèrent cette année-là, alors que jusqu'alors il n'existait pas de syndicats indépendants. Plus d'un million de travailleurs furent impliqués dans cette vague de grèves. Les revendications centrales étaient la hausse des salaires, la baisse du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail, la fin de la discipline de caserne dans les usines.

Alors que la répression se révélait inefficace, il était grand temps pour la bourgeoisie de «démocratiser pour stabiliser» le pays: élection du président au suffrage universel, adoption d'une nouvelle constitution, etc. En 1988 la VIe République naquit officiellement. Les luttes ouvrières connurent pendant les années qui suivirent un net reflux, témoignant de l'efficacité anti-prolétarienne de la démocratie qui ne supprima pas la répression des luttes ouvrières.

En décembre 1996 des lois anti-ouvrières étaient votées en catimini au parlement pour faciliter les licenciements (alors que le système d'emploi à vie prédominait dans les grandes entreprises), autoriser le recours aux briseurs de grève lors des grèves légales, allonger la semaine de travail à 56 heures, «flexibiliser» les horaires de travail, interdire le

(Suite en page 20)

**« Il Comunista »
N° 184 Dicembre 2024
Nell'interno**

- Nell'America di Trump, le finalità storiche del proletariato non cambiano
- Guerra russo-ucraina: pace imperialista all'orizzonte...
- Medio Oriente: Israele, braccio armato dell'imperialismo americano, sfera la guerra contro tutti coloro che si oppongono agli interessi di potenza di Washington, all'ombra dei quali emergono gli interessi israeliani di potenza regionale
- Il marxismo e la Cina
- Canada. Il governo del Quebec, come in Francia e in Italia, attacca i proletari immigrati
- Di fronte alla situazione mondiale in cui da tempo si fa sempre più necessaria l'attività teorica e politica del partito comunista rivoluzionario, continua il nostro lavoro di bilancio dei fatti storici che solo il marxismo può interpretare rendendolo base indispensabile per la ricostituzione del partito di classe e per la ripresa del movimento proletario e comunista internazionale (*Rapporti alla riunione generale di Milano del 12-13 ottobre 2024*):
 - Sulla guerra civile in Spagna 1936-39. Le posizioni della Frazione del PCd'I all'estero
- Non si sfugge ai dominanti rapporti di produzione e di proprietà borghesi abbandonando il lavoro. I proletari posseggono una forza sociale storica potentissima, ma devono metterla in movimento non fuggendo, ma impegnandosi nella lotta di classe contro il sistema capitalistico
- La devastazione delle alluvioni in Europa centrale, a cui il capitalismo ha aperto la strada

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

Une victoire de la démocratie en Corée du Sud ?

(Suite de la page 19)

païement des jours de grève, bannir jusqu'en l'an 2000 la Confédération syndicale KCTU qui venait de se constituer. Les syndicats lancèrent immédiatement des appels à des grèves de protestations qui rencontrèrent un succès «inattendu»; en 3 jours plus de 300 000 ouvriers se mirent en grève, d'abord dans la métallurgie (chantiers navals, automobile) avant d'être rejoints par les travailleurs d'autres secteurs (hôpitaux transport...), bien que le gouvernement ait déclaré les grèves illégales.

Le mouvement dura trois semaines atteignant à la mi-janvier 1,5 millions de grévistes, forçant la Confédération syndicale pro-gouvernementale FTKU d'appeler à rejoindre le mouvement, avant que la KCTU décide d'abord qu'il n'y aurait des grèves qu'un jour par semaine puis «suspende» les grèves pour faciliter les négociations avec le gouvernement.

Au final les résultats furent minces, la nouvelle mouture de la loi, approuvée par les syndicats, différant peu de l'ancienne. Surtout la KCTU se vit reconnaître un statut semi-légal (elle sera légalisée en 1999), les capitalistes ayant vu son rôle de garde-fou de la colère prolétarienne. Cependant cette «grève générale», (même s'il s'agit davantage d'un mouvement de grèves plus ou moins discontinues), reste jusqu'à aujourd'hui historiquement le plus grand mouvement du jeune prolétariat sud-coréen: près de 3 millions de prolétaires ont participé à la lutte.

Par la suite il n'y eut pas de mouvement comparable. La dite «révolution des bougies» en 2016 qui, après des semaines de manifestations pacifiques tous les samedis de centaines de milliers de personnes, vit la destitution de la présidente Park Geun-hye (fille du dictateur Park) fut un mouvement interclassiste, politiquement petit bourgeois causé par la corruption de Park (2) et non pas par sa politique anti-ouvrière: interdiction du syndicat des enseignants, augmentation de l'âge de la retraite couplée à la baisse du salaire pour les travailleurs âgés de plus de 56 ans, etc.

La classe ouvrière sud-coréenne est confrontée à une bourgeoisie impitoyable qui ne cesse continuellement de lui imposer de dures conditions d'exploitation et des mesures répressives que ce soit sous un régime démocratique ou dictatorial.

La tentative de coup d'Etat de Yoon n'est qu'une démonstration supplémentaire que la classe dominante n'hésitera pas à recourir aux moyens

dictatoriaux pour arriver à ses fins et écraser le prolétariat. Les prolétaires sud-coréens savent d'expérience que la démocratie est tout aussi anti-prolétarienne que la dictature.

Mais ce n'est pas l'avis de la KCTU, qui avait appelé le 4/12 à une grève générale illimitée jusqu'à ce que Yoon quitte le pouvoir (appel apparemment peu suivi). Après le vote du parlement en faveur de la destitution du président elle a levé son appel le 17/12; le communiqué de son président ajoutait: *«finalement, la démocratie a gagné, les travailleurs et les citoyens ont gagné, et la KCTU a gagné. (...) consacrons-nous à lutter pour la démocratie et les droits des travailleurs»* – cette «lutte» consistant à faire pression sur la Cour constitutionnelle pour qu'elle valide la destitution de Yoon, etc. (3)! Dans les faits Yoon n'avait pas renoncé; protégé par la Garde présidentielle il cherchait même à mobiliser ses partisans: il sera finalement arrêté le 15 janvier...

Jamais la démocratie ne protégera les prolétaires de la rapacité et de la répression des capitalistes; mais jamais ceux qui répandent les mensonges bourgeois sur les bienfaits de la démocratie et qui appellent les prolétaires à lutter pour elle, ne pourront réellement organiser la lutte pour faire avancer l'émancipation des travailleurs.

La rupture avec les orientations politiques pro-démocratie, en recentrant les luttes sur la défense exclusive des intérêts prolétariens, le recours aux méthodes de lutte classistes et non à la «lutte» parlementaire et institutionnelle, cela est nécessaire si les prolétaires veulent pouvoir se défendre contre la bourgeoisie et son régime, quel qu'il soit.

Cela implique la rupture avec toutes les forces prônant la collaboration de classe et l'effort de constitution du parti de classe dont l'objectif n'est pas la victoire de la démocratie, mais sa défaite devant la révolution prolétarienne!

15/1/2025

(1) Il se rendront coupables de diverses atrocités, comme des massacres de civils, des viols, etc. (2) Elle était impliquée dans un énorme scandale de corruption portant sur des dizaines de millions de dollars. Elle fut aussi reconnue coupable de toute une série d'abus de pouvoir, comme l'utilisation des services secrets contre les opposants, etc. Elle sera condamnée à 24 ans de prison, avant d'être graciée par le président suivant, membre du Parti Démocrate. (3) <https://www.facebook.com/kctueng>, 17/12/24.



Visitez notre
site internet :
[https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

**Soutenez la presse
internationale du parti !
Souscrivez !**

... **«le prolétaire»** : Journal bimestriel ... **«Programme comunista»** : Revue théorique en français ... **«il comunista»** : Journal bimestriel en italien ... **«Quaderni de "il comunista"»** : Revue théorique en italien ... **«el proletario»** : Journal en italien ... **«el programa comunista»** : Revue théorique en espagnol ... **«Suplemento Venezuela»** à «programa comunista» ... **«Proletarian»** : Supplément en anglais au «prolétaire» ... **«Communist Program»** : Revue théorique en anglais.

Correspondance :

Pour la France : Programme,
15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact,
écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
Cinquième liste 2024**

Gérard: 192,50 / Paris : 1400,00 / Valence: 700,00 / Victor: 120,00 / Salut et fraternité: 200,00

**Total liste : 2612,50
Total général 2024 : 8942,50**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien**: 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme comunista» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement**: le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien**: 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement**: 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien**: 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 FS / USA et CDN: US \$ 3
«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 FS / USA et CDN: US \$ 2